



Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique

## **Facteurs susceptibles de stimuler les flux d'investissement intra-africains en vue de la transformation de l'Afrique**

16 février 2018

## Table des matières

<b>Remerciements .....</b>	<b>iii</b>
<b>Avant-propos .....</b>	<b>iv</b>
<b>Résumé .....</b>	<b>v</b>
<b>1. Introduction.....</b>	<b>1</b>
<b>2. Principaux facteurs déterminants de l'investissement direct étranger en Afrique : Études menées sur la question .....</b>	<b>3</b>
2.1 Études théoriques sur les facteurs déterminants de l'investissement direct étranger	4
2.1.1 Théories classiques de l'investissement direct étranger .....	4
2.1.2 Théories modernes de l'investissement direct étranger.....	7
2.2 Études empiriques sur les facteurs déterminants de l'investissement direct étranger .....	11
2.3 Facteurs déterminants de l'investissement dans la production en Afrique.....	16
<b>3. Aperçu des tendances de l'investissement en Afrique .....</b>	<b>20</b>
3.1 Entrées d'investissement direct étranger : tendances mondiales .....	20
3.2 Entrées d'investissement direct étranger : tendances régionales .....	21
3.3 Répartition géographique de l'investissement direct étranger en Afrique .....	23
3.4 Répartition sectorielle de l'investissement direct étranger en Afrique .....	24
3.5 Facteurs déterminant les entrées d'investissement direct étranger : analyse corrélative .....	26
<b>4. Estimation empirique : méthode et résultats.....</b>	<b>27</b>
4.1 Spécification et méthode empiriques .....	28
4.2 Description des données .....	29
4.3 Résultats et discussion .....	31
<b>5. Conclusions et incidences sur le plan des politiques .....</b>	<b>40</b>
<b>Références .....</b>	<b>44</b>
<b>Annexe .....</b>	<b>53</b>

## Figures

Figure I : Cadre conceptuel des facteurs déterminants et des incidences de l'investissement direct étranger.....	15
Figure II : Entrées d'investissement direct étranger : tendances mondiales (en millions de dollars des États-Unis) .....	21
Figure III : Tendances récentes des entrées d'investissement direct étranger en Afrique : disparités nationales et régionales (en millions de dollars des États-Unis).....	22
Figure IV : Tendances récentes des investissements intra-africains : disparités au sein des communautés économiques régionales (pourcentage moyen de l'investissement direct étranger intra-africain par rapport au PIB) .....	23
Figure V : Les cinq premiers pays d'arrivée en Afrique en 2016 (en milliards de dollars des É.-U.).....	23
Figure VI : Projets de création d'infrastructures annoncés en Afrique en 2015 et en 2016 (poids relatif) (pourcentage).....	25
Figure VII : Relations entre les investissements intra-africains et certaines variables .....	27

## Tableaux

Tableau 1 : Score total et classement de l'indice des entrées potentielles d'investissement direct étranger dans la production .....	18
Tableau 2 : Résultats de l'estimation pour le continent africain .....	34
Tableau 3 : Méthode des moments généralisée - Résultats des estimations pour les sous-régions de l'Afrique .....	38
Tableau 4 : Méthode des moments généralisées - Résultats des estimations pour les communautés économiques régionales .....	39

## Remerciements

La présente étude a été élaborée sous la supervision générale de Vera Songwe, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Elle a été coordonnée par Stephen N. Karingi, Directeur de la Division du renforcement des capacités et Directeur par intérim de la Division de l'intégration régionale et du commerce.

L'équipe restreinte chargée de l'élaboration de l'étude était composée de Laura Páez, chef de la Section des politiques d'investissement, et de Wafa Aidi, économiste à la Section des politiques d'investissement, avec l'appui de collègues de la Section, notamment Joseph Baricako, Emmanuel Chinyama et Martin Kohout, qui ont formulé des observations et proposé des modifications exhaustives concernant l'étude.

Un appui crucial à l'élaboration de l'étude a été fourni par la Division de l'investissement et des entreprises de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), qui a fait preuve d'une grande générosité en facilitant l'accès aux données sur les flux d'investissement direct étranger intra-africain.

L'étude a en outre grandement bénéficié des observations formulées par des experts et représentants d'États membres et de leur appui dans le cadre de la réunion spéciale d'experts chargée d'examiner les options politiques visant à stimuler l'investissement intra-africain dans le cadre de l'harmonisation régionale des politiques et traités d'investissement, tenue à Addis-Abeba en octobre 2017. À cet égard, nous remercions tout particulièrement les organisations et institutions qui ont participé à l'évaluation externe par des pairs du rapport pendant ladite réunion. Ces organisations et institutions sont les suivantes : l'Institut international du développement durable, l'Université britannique de Dubaï, l'Université de Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie) et la Commission de planification de Zanzibar, la CNUCED, la Commission de l'Union africaine, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, la Communauté d'Afrique de l'Est, le Ministère du commerce et de l'industrie d'Afrique du Sud, le Namibia Customs and Excise (Service des douanes et accises de Namibie) et le Strathmore Tax Research Centre.

Enfin, nous remercions les fonctionnaires de la Section des publications de la CEA qui ont apporté leur concours à l'édition, à la traduction, à la mise en page, à l'impression et à la distribution de la présente étude.

## Avant-propos

La physionomie de l'Afrique en ce qui concerne l'investissement à l'échelle mondiale connaît actuellement une période très intéressante marquée par un contexte stimulant et en constante évolution. Les flux mondiaux d'investissement ont augmenté rapidement, passant de 200 milliards de dollars au début des années 1990 à 1 520 milliards de dollars en 2017.

En dépit des efforts déployés par les pays pour attirer des investissements, les flux d'investissement direct étranger (IDE) vers l'Afrique ont continué de reculer, ramenés de 61 milliards de dollars en 2015 à 59,4 milliards de dollars en 2016. De plus, les perspectives restent limitées sur fond de faiblesse des prix des produits de base.

L'investissement est devenu l'une des principales sources de financement extérieur pour de nombreux pays, notamment les pays africains. Sans nier l'importance relative de l'investissement sur le continent, les pays africains ne représentaient que 3,2 % du total de l'IDE en 2017, par rapport à 5 % entre 2012 et 2014.

Dans ce contexte et étant donné qu'il devient encore plus important pour les pays africains de mobiliser des ressources dans le contexte des objectifs ambitieux énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des aspirations figurant dans l'Agenda 2063, il importe de mieux comprendre le type d'investissement dont le continent pourrait tirer profit s'il veut parvenir au développement durable.

Cela est apparu très clairement à nos États membres, comme en témoigne leur volonté de réviser des accords internationaux d'investissement qui n'ont pas réussi à attirer les investisseurs, mais aussi dans le cadre du dialogue continental sur l'investissement, qui a eu lieu au sein de l'Union africaine. En effet, en 2013, les États membres ont exprimé le désir de promouvoir un dialogue sur les questions d'investissement dans le cadre de la huitième session ordinaire de la Conférence des ministres africains du commerce. Soucieuse de faire progresser ce dialogue, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a récemment été chargée par les ministres de mener une étude sur les flux d'investissement intra-africain. La CEA a donc entrepris des recherches sur les flux susceptibles de stimuler l'investissement intra-africain afin de fournir des données empiriques sur la façon dont l'investissement fonctionne et sur l'incidence de l'investissement sur la transformation économique du continent.

La présente étude a donc un double objectif : contribuer à faire mieux comprendre ce qui incite à investir sur le continent et fournir une base d'analyse pour les politiques d'investissement en Afrique qui pourraient soutenir la mobilisation de l'investissement propice à la transformation et au développement.

La Secrétaire générale adjointe de l'ONU et Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique

Vera Songwe

## Résumé

Les flux mondiaux d'investissement ont augmenté rapidement, passant d'environ 200 milliards de dollars au début des années 1990 à 1 810 milliards de dollars en 2016. D'après les projections de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), ces flux devaient reculer de 16 %, pour s'établir à 1 520 milliards de dollars en 2017.

En dépit des efforts déployés par les pays africains pour attirer des investissements, les flux d'investissement direct étranger (IDE) en Afrique ont continué de reculer, ramenés de 61 milliards de dollars en 2015 à 59,4 milliards de dollars en 2016. Les pays africains représentaient donc une valeur estimative de 3,2 % du total de l'IDE en 2017, contre environ 5 % entre 2012 et 2014. De même, en 2017, l'Afrique détenait 11,4 % des flux d'investissement direct étranger dans le monde, plaçant le continent au deuxième rang des destinations ayant la plus forte croissance. Ceci indique qu'il est possible de diversifier davantage les investissements sur le continent et d'encourager ainsi les initiatives de transformation structurelle de l'Afrique. Globalement, ces tendances montrent que font apparaître que les perspectives qui s'offrent au continent pour tirer profit de ce type d'investissement dont il a cruellement besoin ne sont pas bonnes.

En outre, le niveau des entrées d'IDE en Afrique varie considérablement selon les pays. Par exemple, les flux d'investissement direct étranger sont toujours répartis de façon inéquitable dans l'ensemble du continent. En 2016, seuls cinq pays (l'Angola, l'Égypte, l'Éthiopie, le Ghana et le Nigéria) recevaient près de 57 % de la totalité des flux sur le continent. Cette grande diversité de situations observée aux niveaux national, sous-régional et régional met le plus souvent en relief une série de facteurs qui doivent être bien compris. Plus fondamentalement, cela nécessitera une analyse plus approfondie des éléments qui déterminent ces flux afin d'apporter une réponse aux causes profondes du recul des investissements et libérer pleinement le potentiel de ces investissements sur le continent.

Dans ce contexte, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a entrepris la présente étude sur les facteurs susceptibles de stimuler les investissements intra-africains en vue de la transformation de l'Afrique. Cette étude fait suite aux résultats du dialogue sur l'investissement à l'échelle du continent instauré en 2013 au sein de l'Union africaine, dans le cadre duquel il a été demandé récemment d'entreprendre de nouvelles recherches sur les flux d'investissement intra-africains et de mettre en place des mécanismes visant à promouvoir les investissements intra-africains (Union africaine, 2013 et 2016). La présente étude s'efforce de répondre à l'appel lancé à la Conférence des ministres du commerce de l'Union africaine et alimente le débat sur la façon dont l'Afrique pourrait mieux tirer profit de l'investissement intra-africain en vue de sa transformation structurelle.

### Aperçu des tendances de l'investissement direct étranger en Afrique

Le continent demeure l'une des régions du monde où la croissance économique est la plus rapide. Bien que les niveaux actuels d'IDE semblent reculer, l'investissement a sans conteste joué un rôle essentiel dans le renforcement de cette croissance, notamment en Afrique où ces flux ont considérablement augmenté depuis le début du siècle<sup>1</sup>. Parmi les facteurs ayant

---

<sup>1</sup> D'après la base de données UNCTADstat, le montant total des flux d'investissement direct étranger en 2000 s'est élevé à 10,9 milliards de dollars et a atteint le montant record de 77,5 milliards de dollars en 2012, avant de diminuer pour s'établir à 59,4 milliards de dollars en 2016.

contribué à cette augmentation, on peut citer les efforts faits par les gouvernements pour mettre fin aux conflits armés, l'amélioration des conditions macro-économiques et les réformes visant à améliorer le climat des affaires.

De plus, la répartition de l'IDE est relativement hétérogène et peut donc aussi masquer des tendances régionales (ou être masquée par ces tendances). Par exemple, en Afrique du Nord, l'IDE s'élevait à 14 milliards de dollars en 2016, soit une progression de 11 % par rapport à l'année précédente. Le Maroc a enregistré une baisse significative, de 29 %. En revanche, l'Afrique de l'Est a enregistré la meilleure amélioration relative parmi toutes les régions d'Afrique, avec 7,1 milliards de dollars d'IDE, soit un bond de 13 % par rapport à 2015. En revanche, les flux d'IDE en République-Unie de Tanzanie et au Kenya ont connu une situation difficile, enregistrant respectivement un recul de 15 et 36 % des flux d'IDE en 2016.

L'Afrique de l'Ouest a enregistré une progression des flux d'IDE de 12 % par rapport à l'année précédente, pour atteindre 11,4 milliards de dollars en 2016. Le Ghana a enregistré une amélioration de 9 % des flux d'IDE, qui ont atteint 3,5 milliards de dollars. À l'inverse, la Côte d'Ivoire, le Libéria et le Sénégal ont enregistré un léger recul pendant la même période.

Tout en étant toujours la première région destinataire de l'IDE sur le continent, l'Afrique australe a enregistré un recul de 18 %, tombant à 21 milliards de dollars en 2016. Une légère hausse de l'IDE a été observée en Afrique du Sud et au Malawi, mais l'Angola et le Mozambique figurent parmi les pays où les investissements étrangers ont baissé.

En raison de l'incertitude politique, l'IDE en Afrique centrale a diminué de 15 %, tombant à 5,2 milliards de dollars en 2016. Le Gabon et le Congo ont enregistré une hausse de l'IDE. La République démocratique du Congo a, quant à elle, enregistré une baisse.

En ce qui concerne l'investissement dans des projets de création d'infrastructures, la valeur des nouveaux projets annoncés a fortement baissé sur le continent, tombant de 94 milliards de dollars en 2016 à 41 milliards de dollars en 2017<sup>2</sup>. En outre, le secteur primaire semble être sensiblement délaissé au profit des services, et des secteurs comme l'agriculture et les ressources naturelles continuent d'attirer l'IDE en Afrique.

Par ailleurs, l'énergie et les services pourraient bien être des secteurs ayant un fort potentiel d'investissement en Afrique. Entre 2003 et 2014, les services financiers ont représenté à eux seuls environ 50 % des investissements intra-africains dans des projets de création d'infrastructures.

Compte tenu de ces tendances générales, pour que les facteurs déterminants de l'IDE puissent fonctionner correctement, il est nécessaire d'analyser les investissements intra-africains qui tiennent compte des spécificités de l'Afrique et des disparités en matière d'IDE aux niveaux national, régional et continental.

### **Facteurs susceptibles de stimuler les investissements intra-africains : étude empirique**

On trouvera dans la présente étude un examen et une analyse des facteurs susceptibles de stimuler les investissements intra-africains en vue de la transformation de l'Afrique. En outre, cette étude permet de concilier les perspectives aux niveaux régional et continental. Elle a pour

---

<sup>2</sup> Estimations préliminaires de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

objet de fournir des données empiriques à l'échelle du continent sur l'incidence de l'IDE sur la transformation économique et sur les conséquences éventuelles pour l'intégration régionale.

L'étude examine les flux d'IDE entre 49 pays africains, en se fondant sur les données disponibles sur l'investissement fournies par la CNUCED entre 2002 et 2014. Compte tenu des tendances récentes de l'IDE en Afrique et de la disponibilité des données sur les investissements bilatéraux, l'étude élabore un cadre théorique et des modèles empiriques dans le but de tenir compte des disparités et différences propres à chaque région dans son analyse.

### **Déterminants des investissements intra-africains en Afrique : analyse à l'échelle du continent**

Les résultats présentés dans la partie empirique de la présente étude indiquent que l'ouverture du commerce, l'infrastructure, le bon fonctionnement de la logistique et le climat des affaires ont une incidence sur l'attraction des investissements en Afrique. L'effet d'entraînement induit par l'ouverture du commerce est conforme aux travaux de recherche antérieurs menés par la CEA qui montraient que les avantages découlant du renforcement du commerce intra-africain dans le cadre de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) peuvent offrir de meilleures possibilités d'industrialisation. En outre, les améliorations apportées à la logistique, le climat des affaires et les coûts liés au commerce pourraient, au-delà de l'ouverture du commerce à elle-seule, inciter davantage à investir.

Compte tenu des données empiriques existantes, l'étude souligne qu'il pourrait y avoir une synergie entre l'investissement et le commerce en Afrique, si des efforts étaient faits pour faciliter conjointement le commerce et l'investissement et si des politiques et une réglementation appropriées étaient mises en œuvre. Fait plus important, la libéralisation des droits de douane dans la ZLECA, à laquelle s'ajouteraient des mesures de facilitation du commerce et de l'investissement, pourrait aussi stimuler les investissements intra-africains, tout en encourageant la production verticale et la diversification économique.

Les estimations figurant dans la présente étude donnent aussi à penser que, pour l'Afrique, les importations de produits manufacturés et la part de la main d'œuvre employée dans le secteur industriel ont des effets négatifs sur les investissements intra-africains. Les économies africaines devraient donc promouvoir leurs capacités manufacturières et industrielles afin de stimuler les investissements intra-africains grâce à l'industrialisation et une meilleure intégration dans les chaînes de valeur régionales. L'importance de l'industrialisation est reconnue dans divers initiatives à l'échelle du continent (l'Agenda 2063, le Plan d'action pour l'intensification du commerce intra-africain, le Programme de développement des infrastructures en Afrique, etc.). En outre, selon les prévisions, la ZLECA devrait permettre d'enregistrer des avancées importantes dans le secteur industriel, conformément aux aspirations de l'Afrique, à savoir transformer structurellement son économie et réaliser un développement durable.

Comme indiqué précédemment, le développement des infrastructures est un facteur clé pour expliquer l'IDE. Il peut toutefois y avoir des effets d'éviction dus à la présence d'investissements intérieurs dans ce secteur. Afin de remédier à ce problème, l'investissement doit faciliter l'introduction de nouvelles technologies et de savoir-faire qui aura des effets d'entraînement positifs considérables. Cela permettra en outre de renforcer les partenariats public-privé et les instruments de financement mixte visant à mettre au point des technologies transfrontières et des projets d'innovation. Si toutes les conditions sont réunies pour diffuser



les nouvelles technologies, l'ensemble du continent devrait tirer parti des effets d'entraînement induits par les pays qui sont en tête de la courbe de l'innovation.

L'étude montre que la politique de l'éducation a un effet positif sur les investissements intra-africains. En particulier, le fait d'investir dans l'éducation des filles peut contribuer à stimuler les investissements. Ce résultat a pour corollaire que les politiques d'inclusion sociale visant à promouvoir la parité entre garçons et filles dans l'accès à l'éducation pourraient renforcer la capacité des pays africains à attirer de nouveaux investissements intra-africains. De plus, étant donné que le commerce transfrontalier en Afrique est une activité essentiellement féminine, la ZLECA pourrait mettre en place des mesures concrètes visant à faciliter ce commerce et, ce faisant, le rendre plus inclusif.

Dans la présente étude, il ressort en outre de l'analyse à l'échelle du continent que l'investissement en Afrique est instable et que cette situation peut s'expliquer par l'instabilité politique régnant dans certaines régions, telles que l'Afrique du Nord et l'Afrique centrale. Enfin, et parallèlement à l'instabilité de l'investissement observée, la vulnérabilité de l'Afrique face aux changements intervenus dans l'économie mondiale soulignés dans la présente étude, comme la dernière crise financière, renforce la nécessité de diversifier les exportations pour permettre à l'Afrique de mieux résister aux chocs extérieurs.

### **Déterminants des investissements intra-africains : perspective régionale**

Outre les résultats observés au niveau continental, l'étude examine aussi les dimensions régionales et recense les moyens permettant aux investissements intra-africains d'avoir des effets positifs sur le développement et la transformation économiques.

Les résultats donnent un aperçu de la divergence des facteurs déterminants des investissements intra-africains au niveau continental par rapport au niveau des communautés économiques régionales et sous-régionales.

Les résultats indiquent aussi que l'exposition au commerce régional et international semble avoir des effets en demi-teinte sur les investissements intra-africains dans les sous-régions et les communautés économiques régionales. Par exemple, dans les sous-régions de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), l'économie ouverte a un effet positif sur l'investissement, ce qui confirme la complémentarité entre le commerce et l'investissement et est conforme aux résultats obtenus au niveau continental examinés précédemment. Toutefois, pour les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), l'effet est exactement l'inverse. On voit apparaître un type d'investissement axé sur la recherche de nouveaux marchés qui se substitue au commerce. Compte tenu de cette hétérogénéité dans l'ensemble des régions de l'Afrique, les avantages liés à l'ouverture du commerce aux niveaux international et national dépendent de la nature et du type d'IDE, de la commodité de la politique commerciale et du degré d'ouverture du commerce.

Les résultats indiquent également qu'un environnement propice à l'économie est probablement un pôle d'attraction pour les investissements intra-africains. La facilitation du commerce et la réduction des coûts liés au commerce semblent être des déterminants clés des investissements intra-africains pour la région d'Afrique du Nord et les États membres de l'IGAD, d'après l'indice de performance logistique. En revanche, l'indice semble avoir un effet négatif sur les investissements intra-africains pour la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD) et pour les pays membres du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). Une fois de plus, l'investissement dans les deux dernières communautés

régionales peut être sensible aux termes de l'échange et, en cas de réduction des coûts liés au commerce, il sera remplacé par les flux commerciaux.

Le renforcement des capacités industrielles, y compris le développement des infrastructures matérielles et immatérielles, est un élément fondamental pour attirer des investissements. Les résultats montrent que l'appui aux infrastructures pourrait avoir un effet positif sur les investissements intra-africains pour l'Afrique australe, les pays membres du COMESA et de la SADC, ainsi que pour la région de l'Afrique du Nord.

Les résultats montrent également que la croissance a un effet positif sur les investissements intra-africains en Afrique de l'Est, dans les pays membres du COMESA, de la SADC et de l'IGAD. Cela pourrait s'expliquer par la performance économique relativement bonne qui permet, grâce aux économies d'échelle, de produire plus efficacement. L'étude montre en outre que la parité entre garçons et filles dans le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire a un effet positif sur les investissements intra-africains pour la région de l'Afrique australe, l'Afrique de l'Ouest/la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la CEN-SAD et les pays membres de la SADC. De plus, le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire a une incidence négative sur l'IDE intra-africain. Ces résultats soulignent que seule une politique de l'éducation inclusive peut accroître les investissements intrarégionaux, et cela correspond à ce qui a été observé au niveau continental. Il est intéressant de noter que la parité entre garçons et filles dans ces régions n'est souvent pas inférieure à celle enregistrée dans les autres régions dans lesquelles c'est l'effet inverse. Ce résultat laisse supposer que l'incidence sur les investissements pro-intra-africains d'une amélioration de la parité entre garçons et filles n'est pas due au fait que la parité soit inférieure dans ces pays. Il faudrait faire des recherches plus poussées afin de déterminer comment cette incidence serait perçue par certaines régions ou certaines communautés économiques régionales qui éliminent les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation.

De même il a été constaté que l'aide publique au développement (APD) joue un rôle positif et significatif dans les investissements intra-africains dans l'Union du Maghreb arabe (UMA) et l'IGAD. Elle pourrait servir de facteur d'attraction dans le cofinancement du développement grâce à des investissements provenant de la région (en substance les instruments de financement mixte). L'APD pourrait agir comme catalyseur du financement privé en atténuant les risques et favorisant un environnement propice à l'investissement. Cet élément est important du point de vue politique pour les pays africains qui ont besoin de diversifier les sources de financement de leur développement afin de concrétiser les objectifs et les aspirations énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Agenda 2063.

Le développement du secteur industriel est pourtant pour la CEN-SAD et l'UMA un autre levier important pour attirer l'IDE intra-africain, alors que pour le COMESA et l'Afrique de l'Ouest, la relation apparaît négative. Dans la CEN-SAD et en Afrique de l'Est, l'augmentation des importations de produits manufacturés semble avoir eu un effet dissuasif sur l'IDE intra-africain, ce qui est conforme aux résultats obtenus à l'échelle du continent. Cela peut être un signe de l'absence de politiques industrielles créatrices de valeur ajoutée aux niveaux national et régional. Les politiques qui favorisent la création de valeur pourraient aider à inverser cette tendance. Non seulement ces politiques, mais aussi les politiques d'investissement qui soutiennent en amont le développement d'un secteur industriel et manufacturier, pourraient promouvoir un changement structurel dans la production et le commerce en vue d'une meilleure intégration dans les chaînes de valeur régionales.

En outre, des estimations régionales permettent aussi de supposer que la taille du marché est un facteur explicatif important dans les investissements intrarégionaux dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), soulignant en outre la nécessité d'avoir un marché régional pour accroître les économies d'échelle. Les résultats pour cette région montrent également que les entreprises multinationales ont une plus grande propension à investir quand la taille du marché est importante. Par ailleurs, les grands pays attirent davantage d'investissements axés sur la recherche de marchés et, par conséquent, les mesures visant à stimuler les investissements intra-africains peuvent aussi avoir un effet positif et dynamique sur l'intégration régionale.

Enfin, l'étude recense aussi plusieurs contraintes qui pèsent sur les investissements intra-africains, notamment l'incertitude politique et l'inflation dans la région de l'UMA et la crise financière de 2007 en Afrique australe. En effet, toutes les estimations régionales montrent qu'au moins certains éléments de la stabilité macroéconomique peuvent fortement contribuer aux investissements intra-africains.

## **Conclusions et recommandations pratiques**

L'étude atteste l'existence de complémentarités entre le commerce et l'investissement en Afrique. Compte tenu du potentiel commercial de la ZLECA et de ses incidences probables sur le commerce et les investissements intra-africains, les pays africains doivent faire de cette zone une plate-forme pour stimuler les investissements intra-africains. Il est fondamental de dynamiser le commerce intra-africain dans le cadre de la ZLECA pour accroître la productivité, renforcer la compétitivité et favoriser la croissance économique. Cependant, il est nécessaire de mettre en place une réglementation et des politiques en matière d'investissement permettant de tirer profit des effets positifs mutuels de la croissance des échanges commerciaux et des investissements. Il convient donc d'élaborer des règles communes relatives à l'investissement dans le cadre de la zone de libre-échange afin de profiter des effets dynamiques et statiques escomptés des échanges commerciaux et des investissements sur le continent.

En outre, des éléments d'information dignes de foi confirment l'idée qu'un accroissement du flux de marchandises industrielles sur le continent peut attirer de nouveaux investissements, encourageant ainsi les possibilités d'intégration verticale et la création de valeur ajoutée. Il sera ainsi possible d'éliminer les contraintes pesant sur l'offre qui empêchent l'Afrique de mieux s'intégrer dans les chaînes de valeur régionales et mondiales. L'étude confirme que l'ouverture à l'IDE favorise l'intégration en amont et en aval. Les mesures destinées à dynamiser les investissements intra-africains pourraient aussi renforcer le programme d'intégration régionale au niveau des communautés économiques régionales et offrir des possibilités d'harmonisation avec le programme d'intégration continentale. Dans ce contexte, la ZLECA pourrait également résoudre les problèmes découlant de l'appartenance à plusieurs communautés économiques régionales et du chevauchement des mandats de ces dernières.

Les conclusions montrent aussi combien un environnement propice aux affaires et la logistique commerciale sont des éléments importants pour attirer de nouveaux investissements intra-africains. En outre, l'étude confirme aussi que les mesures visant à dynamiser les investissements intra-africains, en particulier dans le secteur industriel, pourraient encourager la transformation et la diversification de l'économie. Les pays africains qui souhaitent promouvoir la croissance économique en augmentant la productivité totale des facteurs doivent donc mettre en œuvre des politiques qui améliorent le climat des affaires et la performance logistique.

Il est tout aussi important d'améliorer la qualité de l'enseignement et l'accès à l'éducation, car cela permettra de rendre les pays africains plus attractifs, de dynamiser les investissements intra-africains et de promouvoir les technologies connexes et le transfert de connaissances. À cet égard, il est essentiel d'encourager les femmes et les hommes à participer au marché du travail formel afin d'optimiser les effets escomptés des investissements intra-africains, en mettant en place des stratégies ciblées et globales axées sur l'emploi des jeunes, y compris au niveau régional. Dans le cadre de la ZLECA, cela permettrait également d'accroître la flexibilité et de mieux planifier la mobilité des marchés de facteurs. Cet élément pourrait être aussi intégré dans les négociations sur le mouvement des gens d'affaires pour s'assurer que l'Afrique crée des emplois pour les jeunes, dont le nombre ne cesse d'augmenter.

Les gouvernements africains doivent en outre veiller à ce que leurs lois relatives à l'investissement soient conçues de manière à encourager l'investissement aux niveaux national et régional. Par exemple, ces lois devraient dresser la liste des secteurs d'investissement prioritaires, y compris le secteur manufacturier et le secteur industriel. Ces secteurs, et non les produits de base, offrent un plus nombre de possibilités d'intégration régionale et de points d'entrée stratégiques en haut des chaînes de valeur régionales et mondiales.

Le continent devrait en outre s'efforcer de tirer parti des possibilités d'investissement transfrontière, dont bénéficient les sous-régions et les communautés économiques régionales. Par exemple, si les pays africains complètent la réforme de la réglementation par des politiques propices aux partenariats public-privé et des instruments de financement mixtes qui visent les investissements dans les secteurs des technologies et de l'innovation au niveau transfrontière, ils auront beaucoup à gagner des effets d'entraînement induits par les investissements intra-africains.

Les investissements intra-africains sont susceptibles d'améliorer l'intégration du continent dans les chaînes de valeur régionales en relocalisant les activités à forte intensité de main d'œuvre en Afrique, y compris dans le secteur manufacturier. Le renforcement de l'intégration, de l'ouverture du commerce et de la prévisibilité en matière de réglementation enverrait un message fort aux milieux d'affaires africains les incitant à investir dans ces activités. En effet, l'arrivée d'investisseurs africains sur le continent leur permettrait de profiter d'un grand marché de marchandises, de services et de facteurs, tout en contribuant à la transformation de l'industrie.

Dernier point, la promotion du secteur privé constitue également un défi majeur pour le maintien et le renforcement de l'attractivité et de la compétitivité des marchés africains, et sa contribution à la croissance économique et à l'emploi est capitale. Le secteur financier a donc un rôle clé à jouer dans l'appui au secteur privé. Il est nécessaire d'élaborer des politiques financières volontaristes susceptibles de contribuer à orienter l'investissement vers les petites et moyennes entreprises. La ZLECA peut servir de cadre pour atteindre ces objectifs, à condition que des règles communes relatives aux services financiers appuient activement le développement des petites et moyennes entreprises sur le continent.

# 1. Introduction

Des recherches récentes indiquent que l'investissement direct étranger (IDE) a un effet positif sur le caractère inclusif et la durabilité du développement (Banque mondiale, 2013 ; Alemu, 2016 ; Ibukun et Aremo, 2017 ; McHenry *et al.*, 2017), et ce, par divers moyens, à savoir l'amélioration de la compétitivité des exportations et de la productivité, la création d'emplois, l'innovation, la réduction du coût du capital et le transfert des compétences. À cet égard, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour favoriser le développement durable grâce à l'investissement en promouvant des pratiques commerciales responsables, accroissant la capacité des secteurs privé et public et en réformant le cadre général de l'investissement.

Compte tenu de l'évolution de l'environnement mondial du financement du développement, l'IDE pourrait stimuler fortement la croissance inclusive des pays africains. En effet, l'IDE est une forme d'investissement relativement stable par rapport à d'autres sources de capitaux, car il est moins vulnérable à l'évolution des conditions du marché et aux crises financières. L'IDE est en outre de plus en plus considéré comme une possibilité de combler les déficits de financement dans les pays africains, étant donné qu'il est devenu une source essentielle de financement extérieur. (Smith, 199 ; Quazi, 2007), y compris en Afrique.

Les flux d'investissement mondiaux ont rapidement augmenté, passant de 200 milliards de dollars au début des années 1990 à plus de 1 520 milliards de dollars en 2017<sup>3</sup>. L'Afrique a suivi cette tendance. Les entrées nettes d'IDE ont plus que quadruplé, passant de 10,9 milliards de dollars en 2000 à 49 milliards de dollars en 2017. La part de l'Afrique dans les flux mondiaux d'IDE n'était cependant que de 3,2 % en 2017<sup>4</sup>.

Afin que l'Afrique puisse atteindre son double objectif, à savoir la croissance inclusive et la transformation structurelle (Stojčić et Orlić, 2016), et compte tenu de l'accès limité de nombreux pays africains aux ressources financières intérieures, il est nécessaire de stimuler les flux d'investissement pour financer de manière adéquate la transformation structurelle, provenant aussi bien du continent que d'au-delà. La Commission économique pour l'Afrique (CEA) définit la transformation structurelle comme un changement en profondeur des structures économiques et sociales qui contribuent au développement inclusif et durable. La transformation structurelle de l'Afrique est essentielle pour améliorer la productivité, parvenir à une croissance durable et réduire la pauvreté.

En particulier, les investissements intra-africains pourraient contribuer à la réalisation de ces objectifs en stimulant le commerce intra-africain et son contenu industriel. Ils pourraient aussi jouer un rôle essentiel dans l'accroissement des niveaux réels d'investissement en Afrique et contribuer à l'amélioration de leur participation globale aux flux d'IDE. La source d'investissement la plus importante en Afrique reste les États-Unis d'Amérique qui, en 2016, détenaient 13,5 % des projets d'investissements étrangers en Afrique. Le premier investisseur régional en Afrique est l'Europe de l'Ouest, avec 37,7 % des projets d'IDE. La région de l'Asie et du Pacifique investit aussi de manière notable (20 % des projets), emmenée par la Chine et le Japon. Bien que les investissements intra-africains soient la cinquième source d'IDE la plus importante, leur part dans les projets d'IDE était de 15,5 % en 2016. Néanmoins, l'Afrique détenait 11,4 % des flux d'IDE à l'échelle mondiale en 2015, plaçant le continent au deuxième rang des destinations en terme de croissance, ce qui montre en outre qu'il existe de la marge

---

<sup>3</sup> Estimations préliminaires de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

<sup>4</sup> Calcul établi sur la base des estimations préliminaires de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (2018).

pour diversifier les investissements au profit des initiatives de transformation structurelle, au lieu de se concentrer sur des structures de production classiques axées sur le produit de base. En effet, l'IDE dans les secteurs non traditionnels pourrait agir comme catalyseur de la diversification économique en aidant les pays africains à réduire leur dépendance aux ressources naturelles (Fonchamnyo, 2017 ; Anyanwu et Yaméogo, 2015), grâce à son effet sur la diversification des exportations.

Les efforts d'intégration régionale faits actuellement, tels que les progrès réalisés en vue de la création de la ZLECA, promettent également de dynamiser davantage les investissements intra-africains. Karingi et Mevel (2012) ont montré que la Zone disposait des atouts nécessaires pour accroître le commerce intra-africain de 52,3 % entre 2010 et 2022. Celui-ci ne représente actuellement que 16,3 % du commerce total de l'Afrique (Commission économique pour l'Afrique, 2015). De même, les investissements africains sont orientés en grande partie vers des régions en dehors du continent, ce qui pourrait s'expliquer en partie par la divergence des dynamiques d'intégration aux niveaux continental et régional. Il est donc essentiel d'identifier et de mieux comprendre les facteurs déterminants des investissements intra-africains afin de soutenir les efforts d'intégration régionale et de mieux cibler ces flux au sein du continent, notamment dans le cadre d'initiatives telles que la ZLECA.

Le Code panafricain de l'investissement compte parmi les initiatives menées au niveau continental visant à attirer de nouveaux flux d'IDE. L'objectif primordial du Code est de parvenir à une croissance plus inclusive grâce à la promotion et à la protection de l'investissement, ce qui permettra non seulement traiter les investisseurs sur un plan d'égalité, quelle que soit leur nationalité, mais aussi de réduire les obstacles à l'investissement afin d'attirer de nouveaux investissements. Le Code a été récemment adopté par les Ministres des finances de l'Union africaine en tant qu'instrument non contraignant. Les ministres ont en outre recommandé que le Code soit présenté aux Ministres du commerce et de l'industrie pour examen, étant donné que ces derniers participent aux négociations relatives à la ZLECA (Union africaine, 2017). Ce Code pourrait donc devenir une plate-forme de négociation et d'harmonisation des réglementations en matière d'investissement dans l'ensemble des pays, régions et sous-régions. Compte tenu des progrès réalisés en ce qui concerne le Code et les négociations sur l'investissement proposées dans le cadre de la ZLECA, les pays africains auraient la possibilité de d'accroître la cohérence à tous les niveaux existants de la réglementation de l'investissement et d'encourager l'arrivée de nouveaux investissements intra-africains et d'IDE provenant de pays non africains.

Étant donné le potentiel immense des investissements intra-africains comme source de capitaux pour financer la transformation structurelle et le développement en Afrique, il est nécessaire de mieux comprendre les facteurs déterminants de ce type d'investissement. Il faut pour cela mener des travaux de recherche appliquée pour identifier les principaux facteurs déterminants des flux d'investissements intra-africains.

Dans ce cadre, la présente étude vise à analyser les facteurs déterminants des flux d'investissements intra-africains aux niveaux continental et régional. La partie empirique de l'étude tient compte des caractéristiques individuelles et régionales et des différences existantes sur le continent pour évaluer les déterminants des investissements intra-africains. Pour ce faire, l'étude présente des analyses de régression en séries chronologiques entre 2002 et 2014 en appliquant la méthode généralisée des moments techniques aux flux d'investissements bilatéraux entre 49 pays africains. L'étude présente en outre des recommandations pratiques fondées sur des conclusions empiriques en vue d'améliorer les politiques et règles relatives à l'investissement susceptibles d'encourager les investisseurs à investir en Afrique.

La présent étude est structurée comme suit : la section 2 donne un aperçu des études théoriques et pratiques sur les facteurs déterminants de l'IDE en Afrique et au-delà ; la section 3 examine les tendances récentes des flux d'IDE en Afrique, tant au niveau continental que régional ; la section 4 présente l'estimation empirique utilisée et les sources de données et variables, avant l'analyse des résultats ; et la section 5 contient des conclusions et des recommandations pratiques fondées sur des résultats de recherches.

## **2. Principaux facteurs déterminants de l'investissement direct étranger en Afrique : Études menées sur la question**

L'IDE est souvent assimilé au renforcement des capacités de production d'une entreprise au-delà de ses frontières nationales, dans le but de maintenir un intérêt durable et un certain contrôle sur ses investissements à l'étranger. Les investissements directs diffèrent considérablement des investissements indirects, tels que les investissements de portefeuille à l'étranger. Bien que ce type d'investissement implique le transfert de capitaux seulement, l'IDE implique le transfert de produits intermédiaires ou d'un ensemble d'actifs, y compris les capitaux, l'esprit d'entreprise, la technologie, le régime d'incitations, l'accès aux marchés, les compétences en matière de gestion et d'organisation, les valeurs et les normes culturelles (Tavares-Lehmann *et al.*, 2016).

Il n'est certes pas facile de définir l'IDE, compte tenu de la grande variété de points de vue, parfois divergents, sur ce type de flux de capitaux internationaux. Parmi les définitions les plus récentes de l'IDE, figure la définition proposée par la Banque mondiale (2014) :

On entend par investissement direct étranger les entrées nettes d'investissements pour obtenir un intérêt durable dans la gestion (propriété d'au moins 10 % des droits de vote) d'une entreprise opérant dans un pays autre que celui de l'investisseur. Il s'agit de la somme des capitaux propres, du réinvestissement des bénéfices, des autres capitaux à long terme et du capital à court terme apparaissant dans les états de la balance des paiements.

Cette conception de l'IDE correspond à l'une des définitions de l'IDE considérée comme une référence et qui est l'une des plus utilisées aujourd'hui. En conséquence, la définition de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) précise que « L'investissement direct est un type d'investissement transnational effectué par le résident d'une économie (« l'investisseur direct ») afin d'établir un intérêt durable dans une entreprise (« l'entreprise d'investissement direct ») qui est résidente d'une autre économie que celle de l'investisseur direct. » La notion d'intérêt durable suppose que l'investisseur détienne au moins 10 % des droits de vote de l'entreprise étrangère réalisant des investissements directs. (Organisation de coopération et de développement économiques, 2008).

La plupart des définitions, comme celles de la Banque mondiale et de l'OCDE, tiennent compte d'une approche de l'investissement fondée sur les actifs et mettent l'accent sur les activités des entreprises à l'étranger qui sont le vecteur principal de l'IDE. Souvent, cependant, ces définitions ne tiennent pas compte de la valeur ajoutée que l'IDE est souvent censé créer et qu'il est très difficile de quantifier.

Néanmoins, c'est cette valeur ajoutée et les externalités positives liées à l'IDE qui sont les plus recherchées. Les politiques de promotion de l'investissement ont été une priorité absolue pour de nombreux gouvernements afin d'attirer ce type d'investissement et l'ensemble des avantages potentiels qui en découlent au fil du temps. Les études sur l'IDE sont cependant très diverses et ne permettent pas de déterminer ce qu'il faut faire pour attirer de façon adéquate

ces flux de capitaux. Les sous-sections suivantes donnent un aperçu de quelques-unes des principales contributions théoriques et empiriques portant sur les facteurs déterminants de l'IDE.

## **2.1 Études théoriques sur les facteurs déterminants de l'investissement direct étranger**

Plusieurs théories ont été élaborées pour expliquer les facteurs déterminants de l'IDE. Les théories de l'IDE les plus courantes sont, pour la plupart, fondées sur les incitations accordées aux entreprises multinationales pour étendre leurs activités et leurs opérations au-delà de leur pays d'origine. Ces théories sont, en général, appelées dans les publications « théories de l'IDE » ou « théorie des entreprises multinationales »<sup>5</sup>.

Au-delà de ces théories, dont certaines existent de longue date, il existe d'autres éléments axés sur des approches moins conventionnelles comme la théorie du portefeuille et sur des approches plus modernes décrites dans des publications qui vont au-delà des effets statiques de l'IDE et s'intéressent plutôt à la dynamique et à l'incidence de l'IDE. La présente sous-section donne un aperçu général de la théorie de l'IDE, riche et variée, couvrant certaines des principales contributions et visant à mettre en évidence ce qui peut servir de base théorique pour comprendre les facteurs déterminants de l'IDE.

### **2.1.1 Théories classiques de l'investissement direct étranger**

Parmi les théories classiques qui existent depuis longtemps, figurent la théorie de l'internationalisation et la théorie des coûts de transaction. Cette théorie, élaborée à l'origine par Coase (1937), encourage une entreprise à se développer principalement en fonction de la rentabilité attendue, celle-ci étant déterminée par le niveau des coûts de transaction. Les entreprises qui se diversifient en gérant des opérations de change pour de nouveaux produits ou en mettant fin à des opérations pour leurs anciens produits coûteux répondent à cette logique. Cette approche, qui a évolué au fil du temps, inclut maintenant d'autres facteurs de production, comme le capital. Williamson (1975) a centré l'approche de minimisation des coûts de transaction sur des concepts tels que la rationalité limitée des agents, l'incertitude des acheteurs et les spécificités des actifs. L'argument central de cette approche est que les coûts de transaction dépendent de la méthode d'organisation choisie pour l'organiser.

Une autre théorie bien connue est fondée sur les principes de l'organisation industrielle. En conséquence, Hymer (1968,1970) et Kindelberger (1969) ont élaboré respectivement les théories de la structure du marché et de l'organisation industrielle. Ces théories encouragent les entreprises multinationales à déplacer leurs actifs au-delà des frontières afin de combler les déficits d'information et d'exploitation par rapport à leurs concurrents nationaux.

Hymer (1976) explique dans sa théorie de la structure du marché que les décisions en matière d'IDE reposent sur deux facteurs, à savoir les imperfections de marché et les avantages concurrentiels propres à l'entreprise. Compte tenu de la présence d'imperfections de marché, les entreprises concentrent leur pouvoir de monopole afin de peser sur le marché, ce qui entraîne une différence dans les cadres de calcul, à savoir les entreprises qui vendent leurs produits sur les mêmes marchés (concurrence horizontale) ou celles qui commercent entre elles dans différents pays (concurrence verticale). Dans ce cadre, certaines entreprises pourraient avoir un avantage spécifique sur les marchés étrangers en matière de production (connaissance du marché, facteurs de production ou réseaux de distribution moins chers, etc.). Hymer (1976) a

---

<sup>5</sup> Pour un résumé des divers fondements théoriques de l'investissement étranger direct, voir Páez (2011).



fait valoir en outre que la décision d'investir prise par une entreprise pouvait être influencée par deux facteurs, à savoir les obstacles liés à la nationalité de l'entreprise (et qui entraînent des coûts d'information) et les risques d'expropriation et de taux de change.

Kindelberger (1969), pour sa part, a soutenu que le développement des entreprises allait de pair avec le développement de leurs marchés et que les entreprises multinationales résultaient de l'expansion d'une entreprise. Selon Kindelberger, l'IDE n'est qu'un mouvement international de capitaux et est dû principalement à une concurrence imparfaite sur le marché mondial. Il a également fait valoir que la source du pouvoir de marché est l'avantage monopolistique et l'avantage non spécifique à l'entreprise, comme le soutient Hymer (1976).

Une autre théorie dominante est la théorie du cycle du produit, avec ses références les plus importantes, à savoir Posner (1961) et Vernon (1961), qui reconnaît que l'innovation soutient l'IDE fondé sur le transfert de technologies et sur le transfert de connaissances. La théorie est attribuée principalement à Vernon (1961). Dans ces recherches pionnières, Vernon a indiqué qu'à un stade initial du cycle de production, les mesures incitant l'entreprise à lancer de nouveaux produits détermineraient le pays d'accueil (localisation), les facteurs de coûts et les économies externes. En effet, la proximité de l'entreprise avec les marchés visés facilite la circulation et la rapidité de l'information. Compte tenu de la faible incertitude du marché, dans la deuxième étape du cycle de production, l'entreprise pourrait facilement accroître sa production grâce aux économies d'échelle. Le choix du marché d'importation est fonction des coûts de production potentiels et de la somme des coûts marginaux de production et de transport. Les coûts projetés pourraient être définis par les différences entre les niveaux technologiques et les coûts des facteurs du marché intérieur et du marché étranger. La troisième étape du cycle est caractérisée par des produits très standardisés, ce qui permet de délocaliser la production vers les pays moins avancés. Dans ce cas, la localisation sera choisie en fonction de la proximité des sources d'intrants et des coûts des intrants.

Dans le même ordre d'idées, Linder (1961) a montré en quoi la demande intérieure est importante pour inciter les entreprises multinationales à innover. Dans des études sur le cycle des produits, il est considéré que les modèles fondés sur le commerce peuvent servir de référence pour la théorie de l'entreprise multinationale, étant donné qu'ils renforcent le rôle des innovations dans la mise en place de nouveaux courants d'échanges (Dunning, 1973).

Le modèle de Vernon, revu à plusieurs reprises (Vernon, 1974 et 1979), met l'accent sur l'interaction dynamique entre la révolution technologique et la production mondiale dans l'hypothèse de structures oligopolistiques internationales. La théorie du cycle du produit a servi de cadre à plusieurs chercheurs tels que Kojima (1973, 1975 et 1985), Hirsch (1976) et Helpman *et al.* (2004), entre autres.

Kojima (1973, 1975 et 1985) a regroupé les théories de l'investissement direct et les théories du commerce intégré et a affirmé que l'IDE était marginal pour améliorer l'efficacité mondiale des marchés de facteurs. Il a fait valoir que l'adaptation aux besoins du marché, la main-d'œuvre et les ressources étaient les principaux facteurs déterminants de l'IDE. Helpman *et al.* (2004) ont souligné qu'une entreprise a le choix entre approvisionner le marché intérieur, exporter ou investir à l'étranger. Ils ont montré que l'entreprise ayant la plus forte productivité investirait sur le marché étranger si les avantages découlant de l'absence de coûts de transport étaient supérieurs aux coûts de maintien des installations à l'étranger.

Enfin, parmi les théories de l'IDE les plus documentées, on retrouve le « paradigme éclectique », élaboré à l'origine par Dunning (1977 et 1993). Cette théorie concilie des éléments de diverses théories sur les entreprises multinationales dans un cadre opérationnel qui tente

d'étudier les facteurs déterminants des investissements. Cette théorie a été enrichie par de nombreux contributeurs et auteurs au fil du temps.

Le « paradigme éclectique », ou cadre OLI (propriété, localisation et internalisation), suppose que les entreprises investissent à l'étranger en quête de trois types d'avantages (liés à la propriété, à la localisation et à l'internalisation) définis comme suit :

a) Les avantages liés à la propriété permettent à une entreprise de rivaliser avec d'autres sur les marchés, en ayant accès aux ressources nationales et aux produits fondés sur l'exploitation des ressources naturelles, en les exploitant et en faisant le commerce. Ces avantages sont dus à la capacité de l'entreprise à synchroniser des activités complémentaires et à sa capacité à exploiter les différences entre les pays ;

b) Les avantages liés à la localisation sont notamment ceux qui rendent le pays étranger choisi attractif pour l'IDE, à savoir les ressources naturelles dont il dispose, l'avantage en matière de main d'œuvre, les avantages en matière de coûts du commerce, les obstacles au commerce qui limitent les importations et les avantages stratégiques découlant des actifs incorporels. Dans ces cas, l'IDE est horizontal parce qu'il approvisionne le marché local du pays destinataire par l'intermédiaire d'une filiale. En outre, il peut y avoir des avantages liés à la localisation en raison des différences entre les réglementations nationales, les déterminants culturels, la stabilité macroéconomique et le coût du transport ;

c) Les avantages liés à l'internalisation résultent de l'exploitation des imperfections de marché extérieur, notamment la diminution des coûts de transaction et de l'incertitude. L'objectif est de réduire les écarts causés par les gouvernements (c'est-à-dire les subventions, le contrôle des changes et les droits de douane) et de produire des connaissances avec plus d'efficacité. Kinda (2010), Pantelidis et Nikolopoulos (2008) et Sekkat et Véganzones-Varoudakis (2007) ont montré que, dans ces conditions, la délocalisation d'une partie ou de la totalité du processus de production réduisait les coûts des avantages (d'où la raison d'être de l'IDE vertical).

Dunning (1993) a défini en outre quatre catégories ou typologies d'IDE : a) L'IDE axé sur l'efficacité ou l'IDE vertical qui vise à bénéficier d'une réduction des coûts de main-d'œuvre ; l'IDE axé sur la recherche de nouveaux marchés ou l'IDE horizontal qui permet d'avoir accès au marché intérieur du pays d'accueil ; c) l'IDE consacré à l'exploitation de ressources qui garantit l'accès aux infrastructures physiques, à la main-d'œuvre et aux ressources naturelles ou aux matières premières ; et d) l'IDE stratégique axé sur la recherche d'actifs qui favorise non seulement l'accès aux technologies de pointe, à l'innovation et à la recherche-développement, mais aussi les possibilités qui peuvent résulter du fait d'être les premiers arrivés sur un marché ou du positionnement sur un marché.

Dunning (1993) et Markusen et Maskus (2002) ont fait valoir que l'effet de l'ouverture du commerce sur les entrées d'IDE dépendait des incitations accordées pour des activités d'IDE. Dans cette optique, Anyanwu (2012) a fait valoir que l'économie ouverte pourrait avoir un effet négatif sur les entrées d'IDE axé sur la recherche de nouveaux marchés en raison des restrictions au commerce (théorie de l'IDE visant à contourner les obstacles tarifaires). En effet, l'économie ouverte encourage l'IDE axé sur les exportations, alors que l'IDE visant à contourner les obstacles tarifaires permet à l'entreprise multinationale de trouver une solution pour contourner les restrictions au commerce en implantant la production sur le marché du pays d'accueil. Ce comportement réduit les avantages en matière de prospérité par rapport à des mesures de protection commerciale (Blonigen *et al.*, 2004).

## **Théorie du portefeuille par opposition à la théorie classique de l'investissement direct étranger**

Parmi les approches moins classiques de l'IDE figure la théorie du portefeuille, qui explique le comportement des particuliers ou des entreprises qui gèrent des actifs financiers et recherchent le rendement net ajusté en fonction du niveau de risque le plus élevé possible (Markowitz, 1959). En d'autres termes, un grand nombre de particuliers et d'entreprises investissent dans des portefeuilles étrangers en achetant des obligations, des actions étrangères et d'autres instruments financiers étrangers.

Dunning (1973) a fait remarquer que la théorie du portefeuille expliquait en partie l'IDE. La principale critique formulée à l'encontre de cette théorie est qu'elle ne tient pas compte du fait que l'IDE n'entraîne pas de changement de propriétaire. Il est dit dans cette théorie que l'IDE implique un transfert de technologies, de compétences spécialisées et de facteurs de production autres que le capital monétaire et qu'il dépend de la rentabilité relative de l'utilisation de ces ressources dans les pays. Agarwal (1980) a fait remarquer que les entreprises multinationales ne cherchent pas de manière générale (1980) à réaliser des profits plus élevés sur l'IDE que sur l'investissement local et qu'ils n'optimisent donc pas toujours leurs profits. Taveira (1984) a en outre montré que l'hypothèse de portefeuille ne pouvait pas expliquer la divergence des tendances des entreprises manufacturières à investir dans un pays étranger.

Une autre théorie moins classique ou popularisée est celle d'Akamatsu (1962). Celui-ci a mis au point la théorie du vol d'œuvres sauvages afin d'expliquer la croissance chronologique des industries manufacturières dans les pays en développement qui "permettrait, à terme, d'attirer des flux d'IDE. À cet égard, le modèle du vol d'œuvres sauvages mettait l'accent sur le processus de rattrapage de l'industrialisation par les pays ayant connu une industrialisation tardive. La théorie examine trois dimensions : la dimension interindustrielle, la dimension intraindustrielle et la dimension de la division internationale du travail. La première dimension inclut le développement séquentiel des industries dans un pays en développement grâce à la diversification et permet de passer de produits simples à des produits plus perfectionnés ou de biens de consommation à des biens d'équipement. La deuxième dimension renvoie à la notion de cycle de vie du produit dans un pays en développement donné et établit que le pays commence par importer un bien, combine ensuite la production et les importations et exporte, en fin de compte, ce bien. La troisième dimension est la délocalisation des industries de pays avancés vers des pays en développement, avec l'arrivée de l'IDE dans ces derniers pays.

### **2.1.2 Théories modernes de l'investissement direct étranger**

Certaines des théories les plus modernes ou récentes sur l'IDE qui ont gagné du terrain traitent de l'IDE dans le monde d'aujourd'hui, caractérisé surtout par des structures de production délocalisées et l'existence de réseaux transfrontières. Au-delà des facteurs tangibles et mesurables susceptibles d'inciter une entreprise à avoir des activités commerciales, certaines publications théoriques tentent aussi d'expliquer les facteurs d'attraction et les facteurs d'incitation qui font ressortir des aspects complexes et qualitatifs, comme on peut le voir ci-après.

Mathews (2002, 2006a et 2006b) a mis au point le cadre LLL (*linkage, leverage, learning*) pour l'internationalisation des entreprises afin d'expliquer l'émergence des « *multinationales dragons* » tels que le Brésil, la Chine et l'Inde. Ce cadre complète l'analyse OLI (*ownership, location and internalization*), en indiquant avec précision les besoins stratégiques des entreprises implantées tardivement qui pourraient réussir à s'internationaliser

si elles sont capables de tirer parti des ressources, de se concentrer sur les avantages existants et d'apprendre à partir des ressources acquises.

Le cadre LLL tend à indiquer que les entreprises multinationales pourraient tirer parti des liens antérieurs établis dans l'économie mondiale grâce aux connaissances pratiques acquises au sein du réseau mondial interconnecté. En effet, les entreprises implantées tardivement ne s'internationalisent pas en fonction de leurs compétences et de leurs ressources, mais plutôt en mobilisant des ressources auprès d'acteurs existants (en substance les positions sur le marché, les technologies et les actifs) et ce, de façon répétitive. Les entreprises pourraient donc rattraper leur retard par rapport à l'acteur existant en s'implantant sur le marché mondial. Mathews (2017) a fait valoir qu'il était élémentaire d'établir une distinction entre les connaissances acquises par les entreprises implantées tardivement, en fonction de leur aptitude à acquérir des compétences par elles-mêmes, à tirer parti des liens existants et à mobiliser des ressources.

### **Théorie ou modèle de l'internationalisation par étape**

S'agissant de l'IDE, un autre courant de pensée a été lancé par Johanson et Vahlne (1977 et 1990) et par Johanson et Weidersheim (1975). S'appuyant sur des données empiriques sur le processus d'internationalisation des entreprises, ces recherches ont montré que les entreprises internationalisent progressivement leurs activités en fonction de leur niveau d'engagement sur les marchés étrangers et de leurs connaissances expérientielles. L'internalisation est donc définie comme l'acquisition progressive de connaissances et le niveau croissant d'engagement sur les marchés. Dans ce cadre, ce niveau croissant d'engagement renforcera les connaissances expérientielles des entreprises multinationales.

Johanson et Vahlne (1977 et 1990) ont souligné que les entreprises pouvaient acquérir des connaissances « objectives » sur les pays étrangers, contrairement aux connaissances « expérientielles » qui ne peuvent être acquises que par l'expérience directe. Dans leur modèle d'Uppsala portant sur l'internationalisation par étape des entreprises, ils ont aussi montré que les entreprises multinationales devraient acquérir des connaissances expérientielles afin d'exploiter les débouchés commerciaux et d'éliminer les incertitudes du marché. Le modèle Uppsala repose sur quatre notions, à savoir le niveau d'engagement sur les marchés étrangers, la connaissance des marchés étrangers, les activités en cours et les décisions d'engagement à l'international.

### **Études des fondements théoriques des facteurs déterminants de l'investissement direct étranger**

De nouvelles études suggèrent de classer les facteurs déterminants de l'IDE en fonction de deux facteurs : les facteurs externes (ou attractifs) des destinataires d'IDE, tels que la situation économique dans le pays d'accueil, et les facteurs internes (ou incitatifs) liés, entre autres, à l'environnement macroéconomique et institutionnel, ainsi que les avantages comparatifs du pays d'accueil, tels que l'infrastructure et la main d'œuvre qualifiée (Tapsoba, 2012 ; Karakaplan *et al.*, 2005). Anyanwu et Yaméogo (2015) ont proposé un troisième facteur : le facteur institutionnel, qui comprend des aspects tels que la corruption, le risque politique, les droits de propriété intellectuelle et la bureaucratie.

Fedderke et Romm (2006) ont suggéré de scinder les facteurs déterminants de l'IDE en déterminants politiques et non politiques. Les déterminants politiques peuvent être notamment l'infrastructure, les taux d'imposition des sociétés, les restrictions imposées à l'investissement

direct étranger, l'ouverture du commerce, les modalités du marché du travail, la réglementation des marchés de produits et les obstacles au commerce. Selon Liu *et al.*, (2017), les déterminants non politiques pourraient être notamment la stabilité politique et économique, les dotations de facteurs, la taille du marché du pays d'accueil et la distance ou le lieu géographique du pays d'accueil.

La dotation en ressources naturelles est un facteur important souvent pris en considération dans les études sur le rôle de catalyseur de l'IDE. En effet, on pense que l'abondance de ressources naturelles dans un pays le rend plus attractif pour les flux d'IDE. Fiodendji (2016) a montré que la dotation en ressources naturelles a eu un effet positif sur les flux d'IDE vers l'Afrique entre 1984 et 2007. Onyeiwu et Shrestha (2005) ont montré que les pays africains dotés de ressources naturelles attiraient plus de flux d'IDE<sup>6</sup>. Anyanwu (2012) et Mohamed et Sidiropoulos (2010) ont trouvé des résultats similaires respectivement pour les sous-régions de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord<sup>7</sup>.

Parmi d'autres facteurs pris progressivement en considération dans les études sur l'investissement, on peut notamment citer l'intégration des questions de genre. Les inégalités entre les sexes figurent parmi les principaux défis que doivent relever les pays dans le monde et l'Afrique en particulier. D'après une hypothèse valable formulée dans des études, en réduisant les inégalités entre hommes et femmes dans l'accès à l'éducation et à l'emploi, un pays pourrait être mieux à même de tirer profit de l'IDE grâce à la valorisation du capital humain et à l'amélioration des qualifications. Abu-Ghaida et Klasen (2004) ont toutefois fait remarquer que l'effet de l'égalité hommes-femmes dans l'éducation varierait probablement d'un pays à l'autre. Il est intéressant de noter qu'Anyanwu (2016) a constaté qu'il y avait un lien entre l'égalité des sexes en matière d'emploi et l'accroissement des flux d'IDE en Afrique. Seguino (2000) a montré que l'éducation des femmes avait plus d'effet sur croissance au fil du temps que l'éducation des hommes, ce qui est, en fin de compte, un facteur d'attraction pour l'IDE.

Les auteurs d'études s'accordent très généralement à reconnaître que les entrées d'IDE peuvent contribuer à la croissance économique par divers moyens (Woo, 2009 ; Agboloyor *et al.*, 2014 ; John, 2016, entre autres). En particulier, on constate que les entrées d'IDE ont une incidence différente sur le développement en Afrique (Zekarias, 2016). À cet égard, Tomi et Diderot (2015) ont montré qu'il y avait depuis longtemps une relation bidirectionnelle entre la croissance et les entrées d'IDE dans les pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, c'est-à-dire que les entrées d'IDE soutiennent la croissance économique et sont soutenues par cette croissance. Cette incidence positive sur la croissance liée aux entrées d'IDE nécessite toutefois l'existence de capacités d'absorption de la part des pays accueillant les IDE.

Il y a deux raisons pour lesquelles les entrées d'IDE sont un moteur de la croissance économique. Premièrement, la présence d'entreprises multinationales génère des externalités positives dans les pays d'accueil de plusieurs façons, à savoir, l'intensification du commerce international, la valorisation du capital humain, le transfert de technologies et de savoir-faire, et le renforcement des entreprises nationales. Deuxièmement, les entrées d'IDE peuvent combler le déficit d'épargne et aider ainsi les pays d'accueil à financer des projets de développement, y compris dans des secteurs tels que l'infrastructure (Tomi et Diderot, 2015).

---

<sup>6</sup> Ces résultats ne tiennent pas compte des pays d'Afrique du Nord.

<sup>7</sup> Dans la présente étude, l'utilisation de la méthode généralisée de l'estimation des moments exclut l'utilisation d'une variable qui met en évidence la dotation de l'Afrique en ressources naturelles pour des raisons de multicollinéarité. Voir la section 4 pour des explications complémentaires.

De même, les entrées d'IDE sont un bon moyen pour assurer la transformation structurelle des exportations à long terme en favorisant l'exportation de produits plus élaborés (c'est-à-dire par la création de valeur ajoutée dans les produits d'exportation) et les retombées positives en découlant sur l'économie (par ex. par le transfert et la diffusion de technologies et de connaissances). Dans le but d'amorcer la transformation structurelle des exportations, induite par l'IDE, les pays en développement devraient renforcer leur capacité d'absorption et envisager d'acquérir des technologies transférées à partir de l'IDE (Stojčić et Orlić, 2016). L'incidence de la transformation structurelle dépend de la capacité des pays à orienter les entrées d'IDE vers les entreprises et le secteur manufacturier en particulier. Cela augmentera la productivité de la main-d'œuvre et donc la valeur ajoutée de ces entreprises (Takii, 2005).

Les études poussent aussi plus loin l'analyse des effets statiques (directs) et dynamiques (indirects) de l'IDE sur la croissance. Les facteurs de production cumulés (par ex. les importations de biens d'équipement) ont des effets directs sur l'IDE. L'IDE provenant de pays ou de sous-régions ou de communautés économiques régionales relativement plus développés peut aussi avoir des retombées positives sur la croissance de la productivité totale des facteurs. Les avantages escomptés des flux d'IDE en Afrique sont aussi liées aux bienfaits dynamiques l'ouverture du commerce. L'IDE repose sur la capacité des entreprises multinationales à transférer des technologies, des connaissances ou du savoir-faire vers les pays d'accueil. L'analyse de la configuration spatiale des effets d'entraînement de l'IDE permet donc de mieux comprendre le rôle de l'IDE dans une économie (Jiang, 2014).

### **Relations entre le commerce et l'investissement : complémentarité ou substitution ?**

D'un point de vue théorique, la théorie de l'internalisation, le paradigme éclectique et les modèles d'équilibre général appliqués au commerce qui étudient les entreprises multinationales horizontales préconisent une relation de substitution entre le commerce international et l'IDE ou supposent que cette relation existe. Néanmoins, l'IDE vertical montre qu'il existe une complémentarité entre le commerce et l'investissement (Forte, 2004). D'un point de vue empirique, les études sur l'interaction entre le commerce et l'investissement ne permettent pas de se faire une idée définitive sur la question. La question de savoir si l'IDE complète le commerce ou s'y substitue demeure ouverte.

Par exemple, se fondant sur son modèle appliqué au commerce, Helpman (1984) a démontré que l'IDE pouvait être un complément au commerce à condition que la rémunération relative et la dotation en facteurs de production soient différentes d'un pays à l'autre. Les entreprises multinationales devraient donc fragmenter leurs étapes de production en localisant les activités à forte intensité de main-d'œuvre qualifiée dans les pays industrialisés et les activités à forte intensité de main-d'œuvre non qualifiée dans les pays à bas salaires. À cet égard, Borensztein *et al.* (1998) ont constaté que l'IDE avait un effet positif sur l'investissement intérieur. De même, l'ouverture du commerce réduit le coût du crédit et accroît par conséquent le commerce international. Plus récemment, Bouras et Raggad (2015) ont démontré l'existence d'un effet d'entraînement entre l'IDE et les exportations au niveau macroéconomique, tant pour le secteur manufacturier que non manufacturier.

En revanche, l'IDE horizontal, suppose une relation de substitution entre l'IDE et le commerce. En effet, il pourrait inciter les entreprises multinationales à contourner les restrictions au commerce en délocalisant des activités similaires sur divers marchés (Brainard, 1997 ; Ma *et al.*, 2000). En outre, la présence d'obstacles au commerce peut encourager l'IDE à les contourner si les investissements permettent de délocaliser des activités dans le pays (Caves, 1996). À cet égard, Belderbos et Sleuwaegen (1998) ont démontré que les

investissements destinés à contourner les obstacles tarifaires se sont substitués aux exportations japonaises sur les marchés de produits en Europe.

En conclusion, la question de savoir si l'IDE et le commerce sont complémentaires ou substituables ne peut pas être réglée sur le plan théorique. Comme l'ont démontré certaines des études ci-dessus, cette relation est plutôt de nature empirique et il convient de l'analyser dans chaque cas.

## **2.2 Études empiriques sur les facteurs déterminants de l'investissement direct étranger**

Il existe de très nombreuses études empiriques sur l'IDE et ses facteurs déterminants. Blonigen et Piger (2014) ont examiné les déterminants de l'IDE. Ils ont montré que les variables gravitationnelles classiques, telles que les facteurs de la distance culturelle, les dotations relatives de main d'œuvre et les accords commerciaux, étaient apparemment les principaux paramètres explicatifs de l'IDE. Erdogan et Unver (2015) ont étudié les déterminants de l'IDE pour 88 pays en analysant des données longitudinales statiques et dynamiques et constaté qu'entre 1985 et 2011, la capitalisation boursière, la taille du marché, le crédit au secteur privé, la corruption, la croissance du produit intérieur brut (PIB), le taux de chômage, le PIB par habitant, le taux d'inflation et la croissance de la population active avaient eu un effet positif statistiquement significatif sur les entrées d'IDE.

D'un point de vue régional, Sánchez-Martín *et al.* (2014) ont démontré qu'entre 1990 et 2010, l'ouverture du commerce, la stabilité gouvernementale, une balance des paiements négative, le maintien de faibles niveaux d'endettement à court terme et un faible risque d'expropriation ont eu une incidence positive sur les flux d'IDE en Amérique latine. Pour la région européenne, et à l'aide d'un modèle intégrant les facteurs de production à l'analyse, Villaverde et Maza (2015) ont constaté que la compétitivité, les caractéristiques du marché du travail, les progrès technologiques et le potentiel économique avaient été les principaux facteurs déterminants de l'IDE entre 2000 et 2006. Utilisant des données provenant de l'Asie, Nagano (2013) a démontré que la diminution des taux d'imposition des sociétés dans le pays d'accueil, le revenu par habitant et l'augmentation de la taille de la population avaient accru les flux d'IDE.

Appliquées particulièrement à l'Afrique, des études récentes ont montré l'existence d'une relation positive entre l'ouverture du commerce et les flux d'IDE (par ex. Anyanwu et Yaméogo, 2015 ; Bartels *et al.*, 2009). Il n'existe cependant pas de consensus sur le choix des variables, comme cela a été précisé par Blonigen and Piger (2014). Les études ne permettent toujours pas de se faire une idée définitive sur certains des facteurs susceptibles de stimuler l'IDE en Afrique, d'où l'importance d'élargir la base de l'analyse et les données empiriques sur l'IDE sur le continent.

Anyanwu et Yaméogo (2015) ont fourni un cadre global pour analyser les facteurs déterminants de l'IDE en examinant la diversité de situations au niveau régional entre les pays africains. Ils ont proposé un cadre conceptuel pour déterminer la source de l'IDE pour cinq régions d'Afrique entre 1970-2010. Se fondant sur des techniques économétriques standard, à savoir les moindres carrés ordinaires et la méthode des moments généralisée, ils ont démontré qu'il existait un effet d'agglomération positif dans toutes les régions, hormis l'Afrique centrale. En outre, ils ont constaté une relation négative entre les flux d'IDE et le PIB par habitant dans toutes les régions d'Afrique, mais leurs recherches ont montré qu'une relation en forme de U avait été observée en Afrique Centrale, en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest. Il a aussi été constaté qu'il y avait une relation positive entre l'ouverture du commerce et les flux d'IDE

dans les cinq régions, à l'exception de l'Afrique de l'Est. Ce résultat a été aussi confirmé par Bartels *et al.* (2009), qui ont montré que l'ouverture du commerce et les accords commerciaux internationaux étaient des facteurs importants de l'IDE. Bien qu'Anyanwu (2012) ait trouvé des résultats similaires, il n'existe pas de consensus sur l'incidence de la perméabilité des échanges en tant que variable explicative des entrées d'IDE, car d'autres auteurs comme Kudaisi (2014), qui ont étudié les déterminants de l'IDE dans 16 pays africains, avaient conclu qu'il y avait une relation négative entre cette perméabilité et les entrées d'IDE dans la sous-région.

Par ailleurs, il semble que les investissements intra-africains soient sélectifs, car ils sont très largement concentrés dans le secteur des services. Les investissements dans les services en Afrique, en particulier dans la finance, sont essentiellement intrarégionaux, reflétant plusieurs facteurs qui incitent des entreprises financières régionales à se développer sur le continent plutôt qu'au-delà et facilitent leur expansion. L'IDE intra-africain a joué un rôle décisif dans l'essor du secteur financier africain, en particulier dans les secteurs de la banque de détail et de l'assurance (Krüger et Strauss, 2015). En effet, entre 2003 et 2014, les services financiers ont représenté quelque 50 % des projets d'investissement axés sur des activités entièrement nouvelles. Ces éléments semblent en outre indiquer que l'ouverture du commerce des services pourrait aider l'Afrique à attirer des investissements, dont elle a tant besoin pour financer sa transformation structurelle et son développement.

En particulier, il a été démontré dans les études existantes que l'ouverture à l'IDE, en particulier l'IDE lié aux infrastructures joue un rôle clé dans la participation aux chaînes de valeur mondiales (Fonds monétaire international, 2017 ; Organisation de coopération et de développement économiques, 2013 ; Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, 2013). L'établissement de liens avec les chaînes de valeur mondiales peut aider les pays en développement à accroître leur participation à l'économie mondiale et à mieux s'y intégrer et peut jouer un rôle important en soutenant leur croissance économique et leur transformation structurelle, surtout s'ils sont capables de monter dans les chaînes de valeur<sup>8</sup>. En outre, il est intéressant de noter que les pays dont la participation aux chaînes de valeur mondiale augmente le plus vite affichent des taux de croissance du PIB par habitant d'environ 2 points de pourcentage supérieurs à la moyenne (Organisation de coopération et de développement économiques, Organisation mondiale du commerce et Groupe de la Banque mondiale, 2014).

D'un point de vue africain, il convient de souligner que non seulement les acquis en matière de facilitation du commerce, mais aussi l'effet probable de la mise en œuvre intégrale de la ZLECA, ne pourraient être que bénéfiques pour l'intégration des pays africains dans les chaînes de valeurs régionales et mondiales (Commission économique pour l'Afrique, 2015). Il est probable que ces acquis faciliteront les complémentarités entre le commerce et l'investissement, en particulier si les entrées d'IDE axé sur la recherche de nouveaux marchés au sein de la ZLECA desservent les marchés d'exportation sur le continent.

Morisset (2000) a constaté que les pays africains pourraient agir comme catalyseur de l'IDE qui n'est pas orienté vers les ressources naturelles ou la taille du marché intérieur en améliorant le climat des affaires. Dans son analyse économétrique de 29 pays africains faisant

---

<sup>8</sup> La transformation structurelle est conçue comme un changement de vitesse. Les pays abandonnent les activités à faible valeur ajoutée au profit d'activités à forte valeur ajoutée dans les secteurs économiques et entre ces secteurs. La meilleure preuve en est quand les pays sont capables de passer du bas des chaînes de valeur mondiales, où les activités sont généralement des activités extractives sans presque aucune valeur ajoutée, au haut, où les procédés de production sont modernes et perfectionnés, apportant une plus grande valeur ajoutée aux produits finis ou aux services fournis.



appel à des données transversales et longitudinales portant sur la période 1990-1997, il a constaté qu'une plus grande ouverture du commerce et la croissance du PIB pouvaient améliorer le climat des affaires. En outre, AsIDEu (2006) a démontré que les pays africains qui disposent des ressources naturelles ou dont le marché est important attireraient encore plus d'IDE. Elle a également fait valoir qu'une bonne infrastructure, une faible inflation et un système juridique efficace favorisaient l'IDE, mais que la corruption et l'instabilité politique avaient un effet négatif sur les flux d'IDE vers le continent<sup>9</sup>.

Mijiyyawa (2015) a démontré que les principaux facteurs déterminants de l'IDE en Afrique sont la taille du pays, le degré d'ouverture, la stabilité politique, le retour sur investissement et la persistance des flux d'IDE. Ces résultats se fondent sur des données longitudinales établies sur cinq ans et la méthode généralisée des moments techniques pour 53 pays africains au cours de la période 1970–2009. De leur côté, Dupasquier et Osakwe (2006) ont constaté des facteurs, tels que l'instabilité politique et macroéconomique, une croissance faible, l'insuffisance des infrastructures, la mauvaise gouvernance, un cadre réglementaire défavorable et une mauvaise conception des stratégies de promotion des investissements, étaient responsables de la mauvaise performance de l'IDE en Afrique. Ils ont également démontré que les pays de la région devraient accorder plus d'attention à l'amélioration des relations avec les investisseurs existants et les inciter à offrir aux investisseurs étrangers potentiels la possibilité d'investir dans le pays. Bokpin (2017) a en outre démontré que les recommandations relatives à la gouvernance et à la politique institutionnelle à mettre en place pouvaient réduire les effets négatifs des flux d'IDE sur la durabilité de l'environnement.

Kaplinsky et Morris (2009) ont constaté que l'incidence de l'IDE chinois en Afrique sur le développement dépendait de la qualité de la gouvernance des gouvernements africains. De même, Benjamin (2012) a montré que l'amélioration du climat des affaires en Afrique subsaharienne augmentait les flux d'IDE dans le pays d'accueil et a suggéré que les réformes visant à attirer l'IDE améliorent la gouvernance, créent des infrastructures efficaces, réduisent la corruption, assurent le respect des lois et éliminent la violence sociopolitique.

D'un point de vue macroéconomique, Anyanwu et Yaméogo (2015) ont également constaté que les unions monétaires attiraient davantage l'IDE en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest, ce qui pourrait s'expliquer par la convergence nominale en tant que déterminant de l'attractivité de l'IDE. Enfin, et cela n'est pas surprenant, la stabilité politique a également eu un effet positif. La stabilité macroéconomique semble également être un facteur déterminant important de l'IDE, comme l'ont démontré Naude et Krugell (2007). Se fondant sur une approche économétrique entre les pays, ils ont conclu que les dépenses publiques, le taux d'inflation, l'investissement, la gouvernance et l'alphabétisation au niveau préscolaire étaient des déterminants importants.

Des conclusions similaires ont été proposées par Hailu (2010). Se fondant sur un ensemble de données de 45 pays entre 1980 et 2007, il a démontré que les ressources naturelles, la qualité de la main-d'œuvre, l'ouverture u commerce, l'accession aux marchés et l'état des infrastructures avaient un effet positif et significatif sur les flux d'IDE vers le continent. Dans cette même optique, Bartels *et al.* (2009), se fondant sur une analyse factorielle des principales composantes, ont démontré que des conditions d'investissement saines et un cadre juridique transparent étaient apparemment les principaux déterminants de l'IDE.

---

<sup>9</sup> Ces deux études empiriques excluent les pays d'Afrique du Nord.

Enfin, Yasin (2005) a étudié la relation entre l'APD et les flux d'IDE vers les pays d'Afrique subsaharienne à l'aide de données longitudinales provenant de 11 pays africains<sup>10</sup> au cours de la période 1990-2003. Il a fait valoir que l'APD avait un effet positif et significatif sur les flux d'IDE vers la sous-région, ce qui est un bon point pour les initiatives qui encouragent le financement mixte, étant donné que l'APD peut servir de facteur d'attraction pour le cofinancement du développement par d'autres sources, comme les investissements de la région.

Cet aperçu général indique clairement que les études empiriques ont tenté pour la plupart d'expliquer en grande partie les déterminants de l'IDE, avec des résultats mitigés. Quelques études plus novatrices, comme celles d'Anyanwu et Yaméogo (2015), ont abordé cette question dans une optique régionale pour l'Afrique. Toutefois, il n'y a pas d'approche identique pour tous, et il importe de concilier les perspectives nationales, régionales et continentales afin d'être mieux à même de comprendre les principaux déterminants de l'IDE dans le contexte africain.

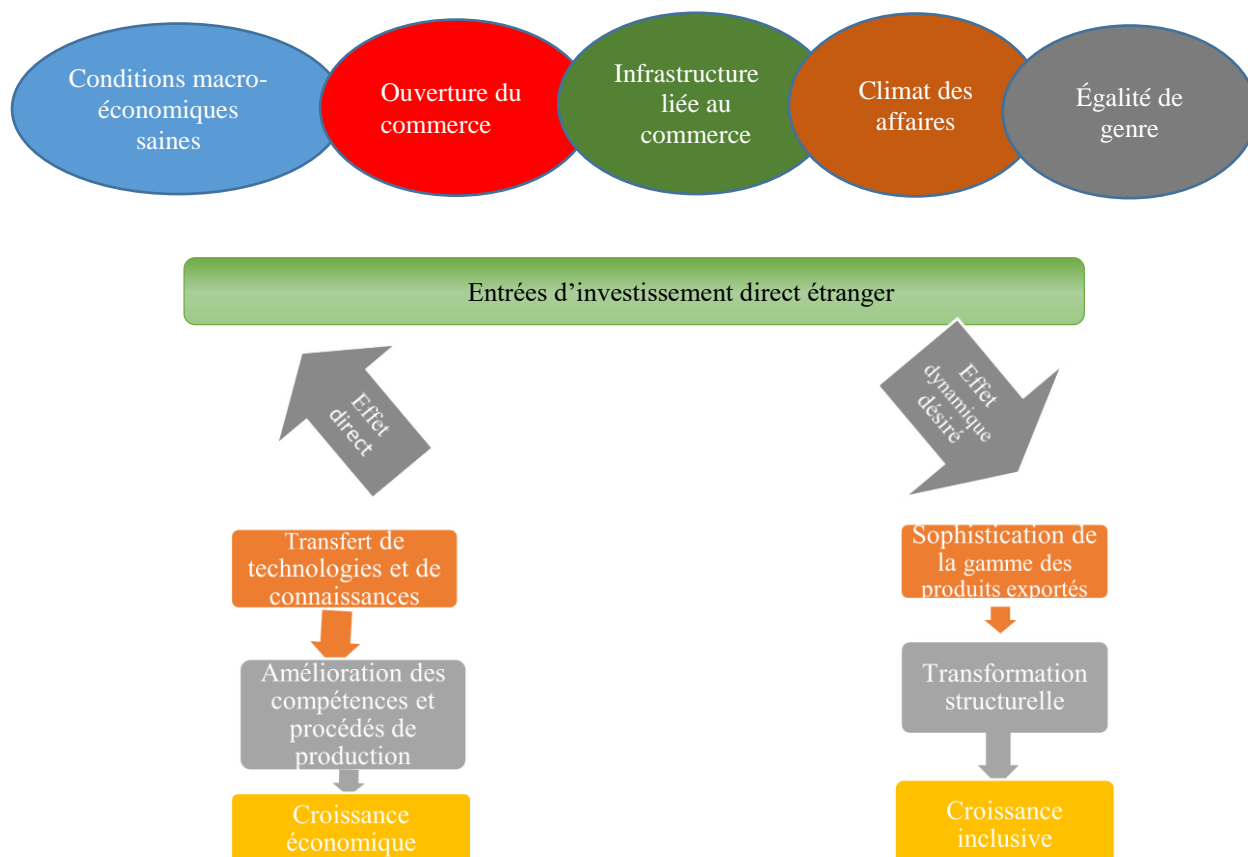
D'un point de vue politique, il est de la plus haute importance de mieux comprendre comment l'IDE peut avoir un effet positif sur le développement et la transformation économiques. Sur la base des éléments documentés dans les études théoriques et empiriques, le cadre conceptuel (voir la figure 1) ci-dessous tente de prendre en considération les facteurs déterminants de l'IDE peuvent accroître l'investissement et produire des effets d'entraînement statiques et dynamiques escomptés qui pourront en fin de compte assurer la transformation structurelle et la croissance économique.

---

<sup>10</sup> Ce groupe ne comprend pas les pays d'Afrique du Nord.

Figure I

**Cadre conceptuel des facteurs déterminants et des incidences de l'investissement direct étranger**



Source : Commission économique pour l'Afrique.

Par exemple, et comme indiqué précédemment, il ressort des études que les entrées d'IDE peuvent promouvoir la croissance économique de deux façons, à savoir par le transfert de technologies et de connaissances et par la sophistication des exportations. Dans le premier cas, si l'IDE facilite le transfert de technologies et de compétences, les entreprises locales bénéficieront de la diffusion et de l'utilisation effective des technologies et connaissances nouvellement acquises. Ce processus permettra aux entreprises d'améliorer leurs compétences et leur savoir-faire et conduira à l'adoption de procédés de production nouveaux et plus perfectionnés. À long terme, ces effets d'entraînement auront une incidence directe sur la production et la productivité, augmentant la pente de la courbe des possibilités de production et débouchant ainsi sur une plus forte croissance.

Dans le second cas, l'IDE peut se concrétiser par la sophistication de la gamme de produits exportés plus sophistiqués s'il a pour objectif d'apporter une valeur ajoutée à la gamme existante ou d'élargir la production à d'autres activités et secteurs économiques. Cela peut permettre de mieux résister aux chocs extérieurs grâce à la diversification des structures de production et d'exportation et aboutir à la transformation structurelle de l'économie, assurant une croissance encore plus inclusive.

Toutefois, pour ce faire, et comme le montre la figure I, et faire en sorte que les flux d'IDE durables soutiennent ces processus vertueux, les pays doivent établir un ensemble de

conditions particulières, telles que des conditions macroéconomiques saines, une plus grande ouverture du commerce, le renforcement des infrastructures liées au commerce, un environnement favorable aux entreprises et l'égalité des sexes. Une fois que ces facteurs déterminants de l'investissement seront en place, les pays africains pourront donner corps à la transformation structurelle de leur économie et parvenir à une croissance inclusive en orientant les entrées d'IDE vers des secteurs stratégiques et inclusifs.

## **2.3 Facteurs déterminants de l'investissement dans la production en Afrique**

Une série de facteurs ont un effet sur l'investissement dans la production en Afrique. Il est fondamental que les pays africains comprennent ce que sont les facteurs déterminants de l'investissement dans le secteur industriel afin de concevoir des politiques d'investissement appropriées. La transformation structurelle du continent ne pourra se faire que si les pays africains peuvent orienter vers les activités de production et les activités industrielles un nombre suffisant d'investissements susceptibles d'améliorer l'efficacité de leurs structures de production et d'apporter une plus grande valeur ajoutée.

Dans cette optique, Balchin *et al.* (2016) ont examiné si les pays africains étaient prêts à attirer des investissements dans la production, en analysant les facteurs clés d'une industrie manufacturière prospère. Se fondant sur leur analyse, ils ont ultérieurement élaboré un indice des entrées potentielles d'IDE dans la production (voir le tableau 1) pour neuf pays : l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Mozambique, le Nigéria, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie. L'indice comprend plusieurs facteurs déterminants clés de l'IDE, notamment la valeur ajoutée locale dans la production, la performance récente des exportations, la valeur ajoutée dans la production par habitant, les stocks d'IDE dans le passé dans la production en pourcentage du PIB, la productivité du travail dans la production, le coût et la fiabilité de l'électricité, la qualité du climat des affaires et de l'infrastructure, l'éducation, la population et la complexité économique.

Les résultats de cet indice montrent que les pays africains doivent améliorer leurs performances dans divers domaines, en particulier la qualité du climat des affaires, l'éducation et la mise en valeur des compétences, l'infrastructure et la logistique commerciale, afin d'orienter de nouveaux investissements vers le secteur manufacturier tourné vers l'exportation. Cela correspond aux éléments mis en évidence dans les diverses études empiriques examinées à la section 2.

En outre, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) (2009) a obtenu des résultats similaires dans le cadre d'une étude par sondage. Se fondant sur une enquête auprès des entreprises multinationales dans 11 pays africains<sup>11</sup>, l'ONUDI a confirmé combien il était important pour les pays africains d'offrir un climat d'investissement sain et de mettre en place un cadre juridique pour inciter les entreprises multinationales à investir. En outre, elle a démontré que les entreprises multinationales se préoccupent principalement de la situation politique qui est la garante d'un climat d'investissement sain. Il est ressorti de l'enquête que les facteurs de production et les accords commerciaux internationaux étaient aussi des facteurs clés qui incitent les investisseurs à opter pour tel ou tel pays.

---

<sup>11</sup> L'étude a exclu l'Afrique du Nord et s'est concentrée sur le Burkina Faso, le Cameroun, l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar, le Malawi, le Mozambique, le Nigéria, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie et le Sénégal.

D'après l'analyse de Balchin *et al.*, (2016), l'Éthiopie, le Kenya, le Mozambique, le Nigéria et la Zambie étaient les mieux placés pour attirer l'IDE dans le secteur manufacturier tourné vers l'exportation. De plus, chaque pays a ses propres facteurs susceptibles d'attirer des investissements dans des activités de production. L'une des caractéristiques commune à ces pays est le taux élevé de productivité de la main d'œuvre dans le secteur manufacturier. Ce résultat souligne que l'Afrique peut tirer profit de façon adéquate de ses formidables ressources humaines en améliorant son socle éducatif et ses compétences techniques. Cela pourrait vraiment aider le continent à orienter plus d'investissements vers le secteur manufacturier.

Compte tenu de la disparité des facteurs déterminants de l'investissement, il est utile de comprendre les facteurs qui permettent à quelques-uns des pays susmentionnés d'obtenir de bons résultats. Par exemple, l'Éthiopie obtient de bons résultats grâce aux éléments suivants : le faible coût de l'électricité pour la production, l'importance du marché local et les bas salaires dans le secteur manufacturier, comme le montre le classement du pays dans le tableau 1. L'Éthiopie attire en effet des activités de production à forte intensité de main-d'œuvre dans les industries manufacturières légères comme le cuir et l'habillement. Au Kenya, les résultats obtenus dans le secteur manufacturier s'expliquent essentiellement par la complexité des produits et la qualité des infrastructures, et le Rwanda se porte relativement bien grâce à son climat commercial favorable, ses services de logistique commerciale et son infrastructure de haute qualité. Le Rwanda se porte relativement bien grâce à son climat commercial favorable, ses services de logistique commerciale et son infrastructure de haute qualité. Le Rwanda se porte relativement bien grâce à son climat propice aux affaires, à ses services de logistique commerciale et à la qualité de son infrastructure.

Ces résultats de l'enquête fournissent une analyse schématique des facteurs incitant à investir dans le secteur manufacturier qui peut aider à tirer des leçons pour l'ensemble du continent. Il est incontestable que, compte tenu de la diversité des situations aux niveaux régional et sous-régional, il est nécessaire de disposer de données empiriques pour comprendre comment les pays africains pourraient attirer de nouveaux investissements. Jusqu'à présent, cet aspect a été relativement négligé dans les études existantes sur l'investissement en Afrique et doit faire l'objet d'un examen plus approfondi.

Tableau 1

## Score total et classement de l'indice des entrées potentielles d'investissement direct étranger dans la production

	<i>Zambie</i>	<i>Nigéria</i>	<i>Kenya</i>	<i>Éthiopie</i>	<i>Mozambique</i>	<i>Rwanda</i>	<i>Ghana</i>	<i>République- Unie de Tanzanie</i>	<i>Ouganda</i>
<b>Classement global</b>	1	2	3	4	5	6	7	8	9
<b>Score global</b>	56	65	66	71	71	73	75	75	78
<b>Sous-indicateurs</b>									
<b>Croissance annuelle moyenne des exportations manufacturières mondiales (2005-2014)</b>	7	2	9	4	5	1	8	3	6
<b>Productivité de la main d'œuvre dans le secteur manufacturier (valeur ajoutée constante par personne occupée) (2013)</b>	4	2	3	9	1	8	6	5	7
<b>Part du contenu en valeur ajoutée intérieure des exportations brutes dans la valeur ajoutée totale des produits exportés (en %) (2011)</b>	4	3	7	9	1	6	2	8	5
<b>Croissance annualisée moyenne de la productivité du travail dans le secteur manufacturier (en %) (2010-2013)</b>	6	2	3	1	5	8	4	7	9
<b>Taille estimée de la population (2015)</b>	8	1	4	2	6	9	7	3	5

<b>Rang de l'indice de facilité de faire des affaires (2016)</b>	2	9	3	8	6	1	4	7	5
<b>Rang de la qualité de l'infrastructure générale (2015-2016)</b>	3	9	2	5	8	1	7	6	4
<b>Taux d'inscription dans l'enseignement secondaire (%)</b>	1	4	3	7	9	6	2	5	8
<b>Taux d'inscription dans l'enseignement supérieur (%)</b>	9	2	7	4	5	3	1	8	6
<b>Prix de l'électricité (cents des États-Unis par kWh) (2016)</b>	2	8	7	1	3	5	9	4	6
<b>Nombre de coupures d'électricité au cours d'un mois type (2013)</b>	3	9	5	4	1	2	7	8	6
<b>Valeur ajoutée manufacturière par habitant (2013)</b>	2	1	3	9	7	8	4	6	5
<b>Place du pays dans l'indice de complexité (2014)</b>	1	8	2	6	5	9	7	4	3
<b>Part du secteur manufacturier dans le stock d'investissement direct (en pourcentage du PIB) (nombre d'années disponibles)</b>	4	5	8	2	9	6	7	1	3

Source : Balchin *et al.* (2016).

### **3. Aperçu des tendances de l'investissement en Afrique**

Le continent demeure l'une des régions du monde où la croissance économique est la plus rapide. Bien que les niveaux actuels d'IDE semblent régresser, l'investissement a sans conteste joué un rôle essentiel dans le renforcement de cette croissance, notamment en Afrique où ces flux ont considérablement augmenté depuis le début du siècle<sup>12</sup>. Parmi les facteurs qui ont contribué à cette augmentation, on peut citer les efforts déployés par les gouvernements pour mettre fin aux conflits armés, l'amélioration des conditions macroéconomiques et les réformes visant à améliorer le climat des affaires.

Malgré les efforts déployés par les pays africains pour attirer de nouveaux investissements, les flux d'IDE vers le continent ont continué de reculer en 2017, tombant de 61 milliards de dollars en 2015 à 49 milliards de dollars<sup>13</sup>, sur fond de faiblesse des prix des produits de base. Les pays africains représentent donc actuellement 3,2 % de l'IDE mondial, contre environ 5 % entre 2012 et 2014.

La grande diversité de situations observée aux niveaux national, sous-régional et régional met le plus souvent en relief une série de facteurs qui doivent être bien compris. Plus fondamentalement, cela nécessitera une analyse plus approfondie des éléments qui déterminent ces flux afin d'apporter une réponse aux causes profondes du recul de l'investissement et exploiter pleinement le potentiel de cet investissement sur le continent. Dans ce contexte, la présente section examine quelques-unes des grandes tendances de l'IDE en Afrique aujourd'hui, de manière à pouvoir effectuer cette analyse.

#### **3.1 Entrées d'investissement direct étranger : tendances mondiales**

Les flux d'investissement mondiaux ont augmenté rapidement, passant d'environ 200 milliards de dollars au début des années 90 à 1 520 milliards de dollars en 2017. D'après les prévisions de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), ces flux devraient augmenter et s'établir à 1 850 milliards de dollars en 2018.

La figure II fait ressortir la faiblesse structurelle des entrées d'IDE en Afrique par rapport aux régions de l'Asie, de l'Amérique latine et de l'Europe. La participation de l'Afrique aux flux d'investissement mondiaux demeure étonnamment plus faible que dans les régions de l'Asie, de l'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Europe. En effet, la part de l'Afrique dans les flux mondiaux d'IDE n'était que de 3,2 % en 2017, bien que les flux nets d'IDE vers l'Afrique aient plus que quadruplé, passant de 10,9 milliards de dollars en 2000 à 49 milliards de dollars en 2017 (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, 2018).

Globalement, ces tendances montrent que les perspectives qui s'offrent au continent pour tirer profit de ce type d'investissement dont il a cruellement besoin pour son développement ne sont pas bonnes. La capacité globale de la région à attirer l'IDE est faible par rapport à d'autres régions en développement. Cette part structurellement faible s'explique en partie par la domination croissante de la Chine et d'autres marchés émergents depuis les années 80 dans l'investissement mondial.

---

<sup>12</sup> D'après UNCTADstat, les entrées cumulées d'investissement direct étranger en 2000 se sont élevées à 10,9 milliards de dollars et ont atteint le montant record de 77,5 milliards de dollars en 2012, avant de retomber à 59,4 milliards de dollars en 2016.

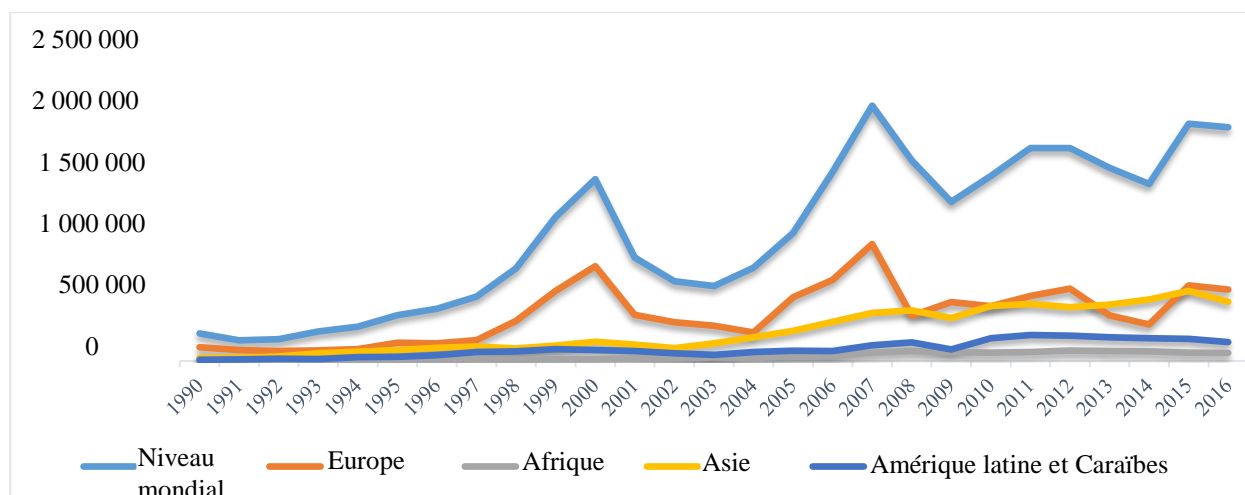
<sup>13</sup> Estimation préliminaire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.



D'un autre point de vue, ces piètres résultats pourraient également s'expliquer en partie par la faiblesse du niveau du commerce formel africain, tant dans le monde que sur le continent, car les études attestent que le commerce est un vecteur pour l'IDE<sup>14</sup>. En effet, le commerce intra-africain de marchandises représente environ 16,3 % du total des échanges africains enregistrés (Commission économique pour l'Afrique, 2015), ce qui est bien inférieur à celui de l'Amérique du Nord (25 %), de l'Union européenne (41 %) et de l'Asie (43 %) en 2015.

Figure II

**Entrées d'investissement direct étranger : tendances mondiales (en millions de dollars des États-Unis)**



Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (2017).

### 3.2 Entrées d'investissement direct étranger : tendances régionales

La grande diversité de la répartition des entrées d'IDE observée aux niveaux national, sous-régional et régional met le plus souvent en relief une série de facteurs qui doivent être bien compris. À cet égard, la figure III montre que s'agissant des entrées d'IDE, il existe des disparités dans l'ensemble des sous-régions africaines.

L'Afrique australe est la sous-région où les entrées d'IDE prédominent, à l'exception de la période 2005-2007, où l'Afrique du Nord avait été la sous-région qui avait obtenu les meilleurs résultats, avant de chuter sensiblement en 2011. En ce qui concerne la part des entrées d'IDE, en moyenne la performance de la région de l'Afrique australe est stimulée par quatre pays : l'Angola (53 %), l'Afrique du Sud (19 %), la Zambie (4 %) et le Mozambique (4 %). En outre, la performance de l'Afrique australe au cours de la période s'explique également par la capacité du Mozambique et de l'Afrique du Sud à attirer les investissements dans l'industrie manufacturière et les services, d'une part, et dans le secteur des minéraux, d'autre part.

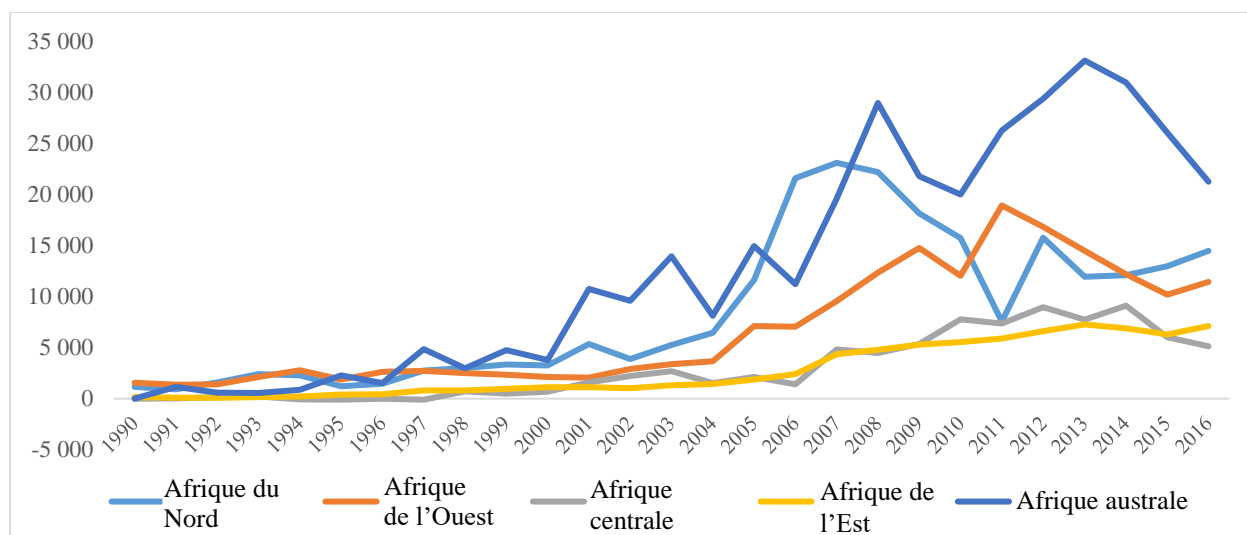
L'évolution structurelle de la tendance des flux d'IDE observée dans la région de l'Afrique du Nord pourrait s'expliquer principalement par les conflits et les tensions dans certains pays, qui ont ébranlé la confiance des investisseurs. Depuis 2012, les entrées d'IDE en Afrique du Nord se sont redressées, principalement en raison de la vigueur de l'IDE en Égypte et au Maroc.

<sup>14</sup> Voir la section 2.1.

Actuellement, la région de l'Afrique australe est celle qui obtient les meilleurs résultats. L'Afrique du Nord vient en deuxième position, suivie de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique centrale. L'Afrique de l'Ouest enregistre de bons résultats grâce à la reprise de l'investissement au Nigéria (+12 % en 2016). La performance des entrées d'IDE de l'Afrique de l'Est pourrait être due principalement à des investissements importants en Éthiopie (infrastructure et production) et à Madagascar (services) en 2016.

Figure III

**Tendances récentes des entrées d'investissement direct étranger en Afrique : disparités nationales et régionales (en millions de dollars des États-Unis)**



Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (2016).

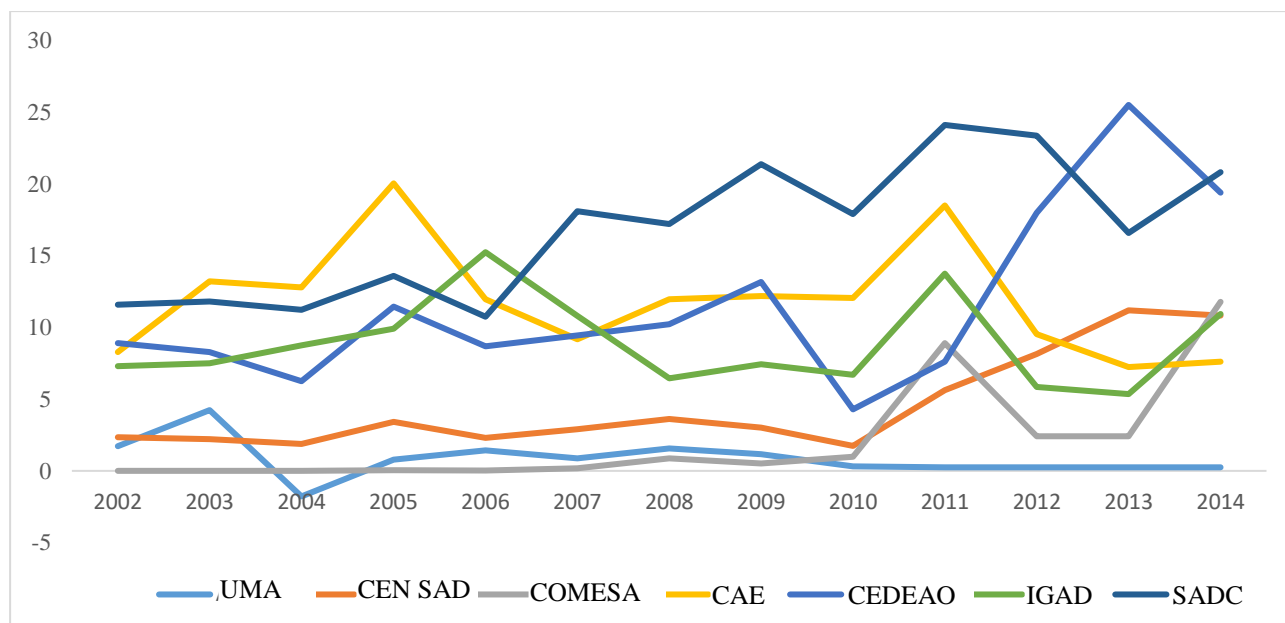
Malgré les nombreuses initiatives régionales visant à promouvoir l'intégration régionale, leur effet sur l'attractivité des investissements intra-africains n'a pas été évalué. La figure IV illustre les progrès réalisés par les communautés économiques régionales pour attirer les investissements intra-africains en utilisant la méthode rudimentaire consistant à comparer le pourcentage moyen des flux d'investissements intra-africains et le PIB. Le constat dominant demeure toutefois que les flux intra-africains d'IDE varient considérablement dans l'ensemble des communautés économiques régionales pour la période considérée. Certaines régions, telles que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD) et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), affichent une tendance claire mais encore modeste à la hausse de leur part des flux d'investissements intra-africains<sup>15</sup>.

Cette brève analyse descriptive des tendances récentes de l'IDE montre qu'il existe une grande diversité de situation entre les régions de l'Afrique. Il est donc essentiel d'adopter un cadre théorique et empirique permettant de prendre en considération les disparités propres à chaque région afin de pouvoir mieux évaluer et mesurer la dynamique des déterminants de l'investissement en Afrique.

<sup>15</sup> La région de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale n'est pas prise en considération, étant donné l'absence de données suffisantes et représentatives de cette région.

Figure IV

**Tendances récentes des investissements intra-africains : disparités au sein des communautés économiques régionales (pourcentage moyen de l'investissement direct étranger intra-africain par rapport au PIB)**



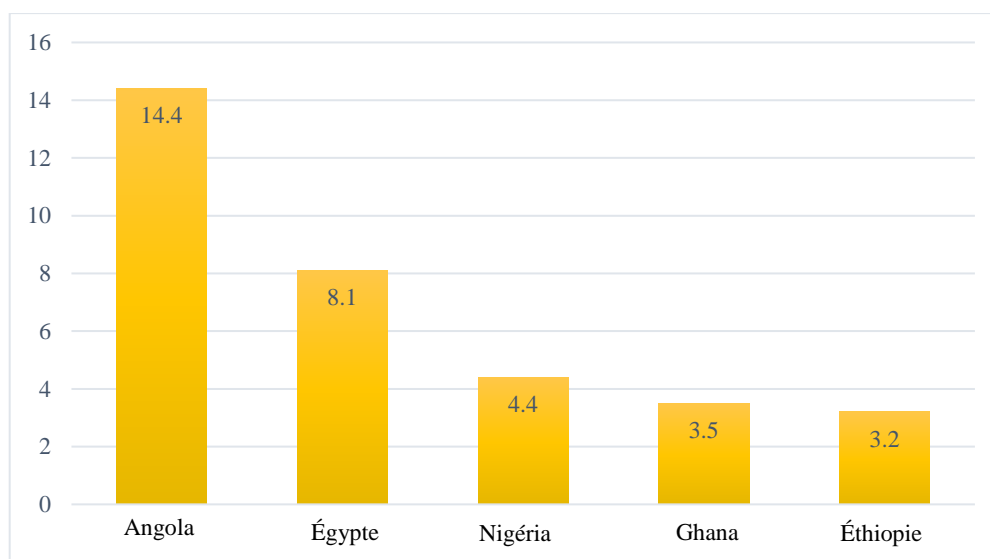
Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (2016).

### 3.3 Répartition géographique de l'investissement direct étranger en Afrique

La répartition des flux d'IDE est toujours inégale sur l'ensemble du continent, cinq pays seulement (Angola, Égypte, Éthiopie, Ghana et Nigéria) recevant près de 57 % du total des flux d'IDE du continent en 2016 (voir la figure V).

Figure V

**Les cinq premiers pays d'arrivée en Afrique en 2016 (en milliards de dollars des É.-U.)**



Source : Conférence des Nations-Unies pour le commerce et le développement (2017).

En 2016, la répartition géographique de l'IDE en Afrique aux niveaux sous-régional et national était également relativement hétérogène. En 2016, par exemple, les entrées d'IDE en provenance d'Afrique du Nord, dus à l'intérêt croissant des investisseurs pour l'économie égyptienne, s'étaient élevés à 14 milliards de dollars, représentant une croissance de 11 %, et l'Algérie a également enregistré une hausse des entrées d'IDE. En revanche, le Maroc a enregistré un recul important des entrées d'IDE (- 29 %).

L'Afrique de l'Est a enregistré la meilleure amélioration en valeur relative de toutes les régions africaines, avec 7,1 milliards de dollars d'entrées d'IDE, soit une augmentation de 13 % par rapport à 2015. Les flux d'IDE vers l'Éthiopie, le pays de la région dont la croissance est la plus rapide, ont bondi de près de 46 %, pour s'établir à 3,2 milliards de dollars, avec d'importants investissements dans l'infrastructure et le secteur manufacturier (Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, 2017). En revanche, la République-Unie de Tanzanie et le Kenya ont connu des difficultés, enregistrant des baisses respectives de 15 et 36 % des entrées d'IDE en 2016.

L'Afrique de l'Ouest a enregistré une croissance de 12 % de l'IDE, atteignant 11,4 milliards de dollars en 2016, due en grande partie à un accroissement des flux d'investissement vers le Nigéria. Le Ghana a enregistré une hausse de 9 % des entrées d'IDE, allant jusqu'à atteindre 3,5 milliards de dollars. À l'inverse, les flux d'IDE vers la Côte d'Ivoire, le Libéria et le Sénégal ont légèrement diminué au cours de la même période.

L'Afrique australe est toujours la région destinataire de l'IDE la plus recherchée sur le continent, mais a enregistré une baisse de l'IDE de 18 % en 2016, tombant à 21 milliards de dollars. Bien que les flux d'IDE vers l'Afrique du Sud et le Malawi aient enregistré une légère hausse, l'Angola et le Mozambique ont été parmi les pays dans lesquels les investissements étrangers ont reculé.

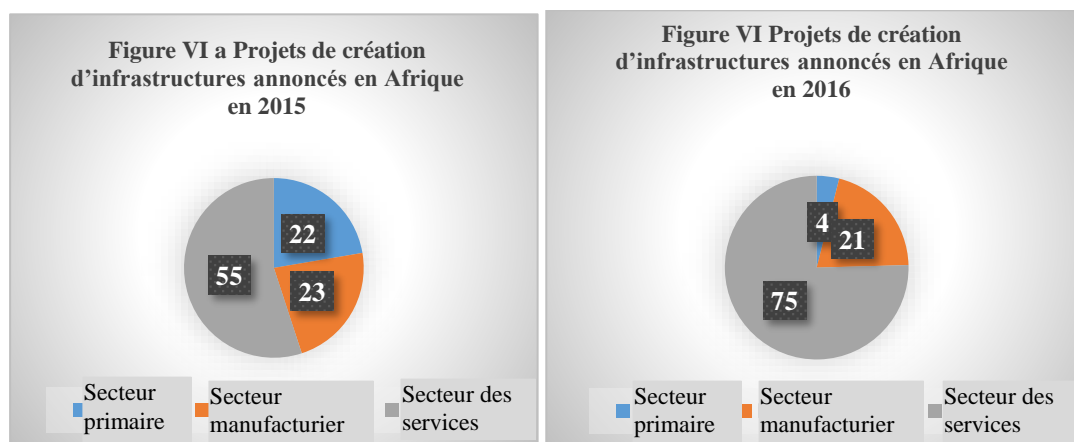
Affaibli par l'incertitude politique et les troubles, l'IDE en Afrique centrale a chuté de 15 %, s'établissant à 5,2 milliards de dollars, en 2016. Les flux d'investissement vers le Gabon et le Congo ont augmenté, mais la République démocratique du Congo a enregistré une baisse.

### **3.4 Réparation sectorielle de l'investissement direct étranger en Afrique**

D'après les données disponibles sur les projets de création d'infrastructures, le continent le continent a enregistré une hausse de la valeur de ces projets nouvellement annoncés, passant de 67 milliards de dollars en 2015 à 94 milliards de dollars en 2016. Outre une réorientation sectorielle notable du secteur primaire au profit des services (voir la figure VI), l'importance des investisseurs non occidentaux a augmenté de manière significative. Les investisseurs africains n'ont représenté que 5 milliards de dollars en 2016, contre 12 milliards de dollars en 2015.

Figure VI

**Projets de création d'infrastructures annoncés en Afrique en 2015 et en 2016 (poids relatif) (pourcentage)**



*Source* : Conférences des Nations Unies pour le commerce et le développement (2017).

Des secteurs tels que l'agriculture, l'énergie, la construction, les ressources naturelles et l'eau continuent d'attirer l'IDE en Afrique. Des progrès sensibles sont accomplis dans le secteur agricole dont le potentiel d'investissement est énorme. L'investissement dans ce secteur a été freiné par la croissance de la productivité agricole de la région, qui accuse un retard par rapport au reste du monde, avec une croissance deux fois moins rapide que la moyenne des pays en développement. De même, la croissance de la productivité des terres et de la main-d'œuvre a été peu importante.

Compte tenu de la pression démographique et de l'augmentation de la classe moyenne, l'énergie et les services deviennent des secteurs à fort potentiel d'investissement. En effet, les services ont également attiré l'attention des investisseurs africains. Les services financiers à eux seuls ont représenté environ 50 % des projets de création d'infrastructures intra-africains entre 2003 et 2014. On peut donc penser que l'ouverture des services et du commerce des services, y compris les services financiers, pourrait aider l'Afrique à attirer les investissements, dont elle a tant besoin pour financer sa transformation structurelle et son développement.

L'investissement à grande échelle dans les ressources naturelles en Afrique devrait pouvoir aider à transformer les économies du continent et favoriser la croissance économique, dont le continent a tant besoin si les revenus sont gérés correctement et efficacement. Certains pays ont considérablement investi dans les ressources naturelles, en particulier le pétrole, les minéraux et le gaz, comme le montrent les sous-sections précédentes. L'Afrique, qui abrite quelques-unes des plus grandes réserves de pétrole et de gaz au monde, possède des ressources géologiques qui restent largement sous-explorées et inexploitées. Mais les avantages des investissements connexes dans ces secteurs doivent encore être exploités si l'on veut qu'ils contribuent à la transformation structurelle.

### **3.5 Facteurs déterminant les entrées d'investissement direct étranger : analyse corrélative**

La figure VII montre les relations entre les flux d'IDE intra-africains et les variables suivantes qui ont été attestées sans difficultés dans les études empiriques sur les déterminants de l'IDE : PIB par habitant, ouverture du commerce, taux de scolarisation dans le secondaire,<sup>16</sup> indice de parité entre garçons et filles dans l'enseignement secondaire et part des importations de produits manufacturés au cours de la période 2002-2014<sup>17</sup>.

En ce qui concerne le PIB par habitant et la part des importations de produits manufacturés, leurs relations avec les investissements intra-africains sont plutôt négatives, comme le montrent les figures VII a et VII c. Ces résultats donnent à penser qu'à mesure que le PIB par habitant des pays et la part de leurs importations de produits manufacturés augmentent, les investissements intra-africains diminuent, et vice versa, comme le montrent les figures VII b et VII d, les relations entre l'ouverture du commerce et la parité entre garçons et filles est plutôt positive. À en juger par la corrélation positive entre l'ouverture du commerce et les investissements intra-africains, les investissements intra-africains contribuent à une plus grande intégration du continent africain dans l'économie mondiale en stimulant le commerce international, avec pour conséquence une corrélation directe entre les mesures visant à libéraliser les échanges et les investissements intra-africains. Les pays africains peuvent donc envisager d'attirer l'IDE intra-africain dans le cadre de politiques d'intégration aux niveaux régional et international. Cette relation laisse supposer en outre que l'intégration commerciale et les investissements intra-africains pourraient être complémentaires et non pas se substituer l'un à l'autre en Afrique, élément qui a son importance pour la création d'un marché commun dans le contexte de la ZLECA, qui devrait permettre la libre circulation des échanges et des capitaux.

Ces corrélations sont certes utiles, mais le lien de causalité entre les investissements intra-africains et ces variables reste encore à établir, et c'est pourquoi cette première analyse devrait être complétée par des travaux visant à évaluer, de manière empirique, les facteurs déterminants des investissements intra-africains.

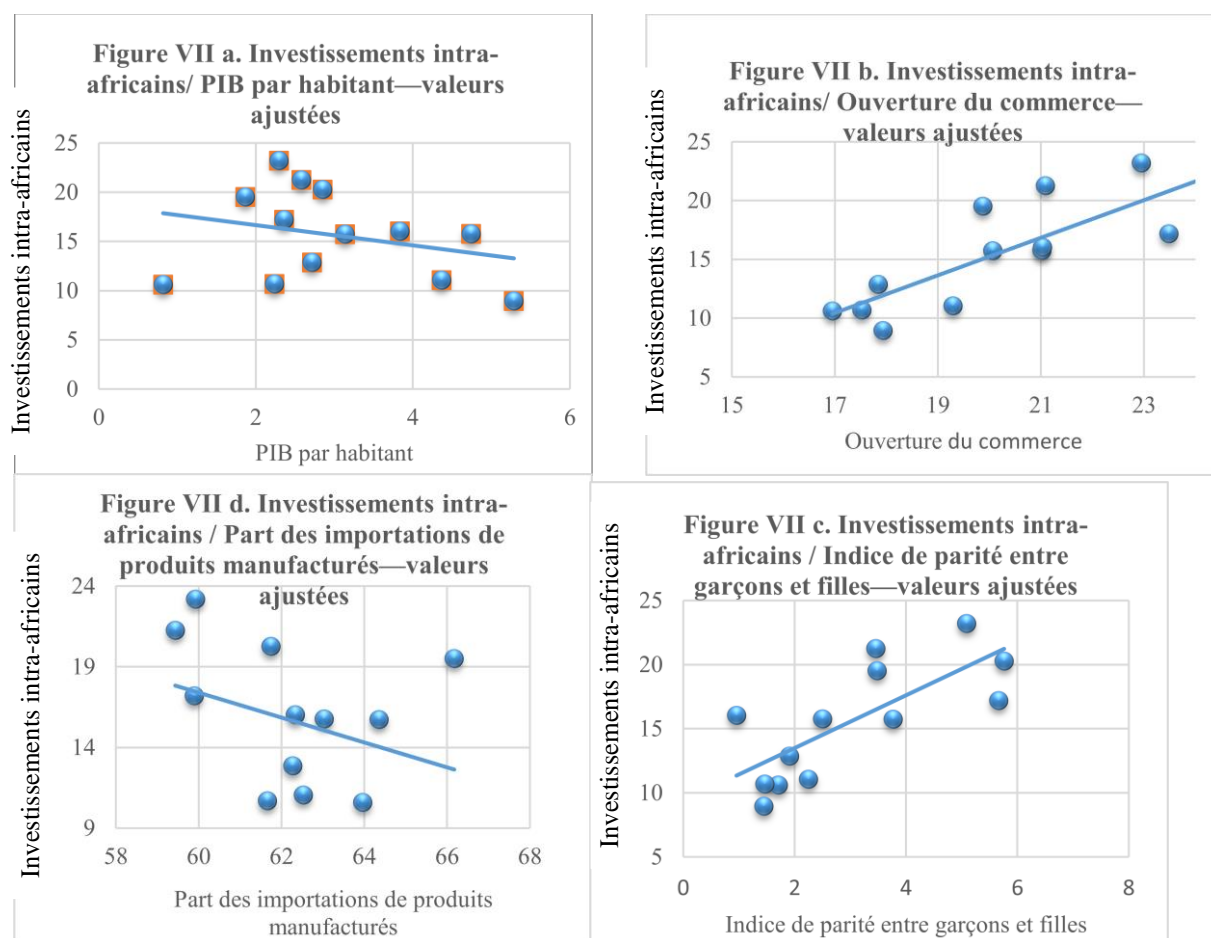
---

<sup>16</sup> Cet indicateur est tiré de l'indice de parité entre garçons et filles.

<sup>17</sup> Les variables sont collectées à partir des Indicateurs du développement dans le monde, hormis pour les investissements intra-africains, qui sont tirées de la base de données de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

Figure VII

## Relations entre les investissements intra-africains et certaines variables



*Source* : Commission économique pour l'Afrique – Calculs effectués à partir de données tirées des Indicateurs du développement dans le monde et de la base de données de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

## 4. Estimation empirique : méthode et résultats

La présente étude comporte des travaux visant à évaluer, de manière empirique, les facteurs déterminants des investissements intra-africains. Dans un premier temps, elle établit un ensemble complet de données longitudinales au cours de la récente période 2002-2014. Les données portent sur les flux d'investissement bilatéraux entre 49 pays africains<sup>18</sup> et se fondent sur les données sur l'investissement disponibles fournies par la CNUCED. Se fondant non seulement sur les données disponibles et les techniques économétriques qui ont été examinées dans des études empiriques précédentes<sup>19</sup>, mais aussi sur les divers scénarios de développement et contextes économiques, l'étude permet d'estimer les déterminants des investissements intra-africains et comprend un examen des résultats et de leurs conséquences sur le plan des politiques.

<sup>18</sup> La liste des pays figure dans l'annexe du présent rapport.

<sup>19</sup> Voir, par exemple, les études d'Anyanwu et Yaméogo (2015) et Mijiyawa (2015) expliquées à la section 2.2.

#### 4.1 Spécification et méthode empiriques

Le modèle gravitationnel est une méthode de recherche classique. Considéré comme un modèle particulièrement adapté à l'analyse des flux commerciaux, il est également de plus en plus utilisé pour étudier les flux d'investissement étranger (Blonigen and Piger, 2014). Malheureusement, le manque de données exhaustives sur l'IDE bilatéral en Afrique ne permet pas d'évaluer le modèle gravitationnel classique. De plus, des recherches récentes examinées précédemment à la section 2 de la présente étude indiquent clairement qu'il existe une grande hétérogénéité entre les pays africains dont il faut tenir compte.

L'analyse des flux d'investissements intra-africains nécessite donc un cadre théorique et empirique permettant de prendre en considération certaines disparités aux niveaux continental et régional afin de mieux évaluer et mesurer la dynamique des déterminants de l'IDE en Afrique. Dans leurs études, Anyanwu et Yaméogo (2015) et Blonigen et Piger (2014) ont proposé les méthodes types suivantes qui pourraient être encore ajustées pour tenir compte de l'hétérogénéité susmentionnée. Dans leur cadre théorique, le modèle des déterminants des investissements intra-africains est défini comme suit :

$$\left( \frac{FDI_{il}}{GDP_i} \right)_t = \alpha_0 + \alpha_1 \left( \frac{FDI_{il}}{GDP_i} \right)_{t-1} + \beta X_{it} + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

où  $i$  et  $l$  désigne le pays, la région (sous-région ou communauté économique régionale), respectivement, et où  $t$  désigne le temps exprimé en année.  $\left( \frac{FDI}{GDP} \right)_{ijt}$  représente les entrées nettes d'IDE en pourcentage du PIB,  $\alpha_0$  est une ordonnée à l'origine (constante-intercept),  $\beta$  est un vecteur de coefficients et  $\varepsilon_{ijt}$  est le terme d'erreur, représentant une multitude d'autres facteurs explicatifs de l'IDE. Étant donné que le modèle prend comme hypothèse l'hétérogénéité régionale, le vecteur  $X$  ne peut pas inclure la même liste de variables d'une sous-région (ou communauté économique régionale) à une autre.

Il est tout d'abord proposé d'examiner et d'analyser les facteurs déterminants des investissements intra-africains en se fondant sur les entrées d'IDE en Afrique ( $l$ =Afrique). Ensuite, l'analyse se concentre sur les déterminants de l'investissement en se fondant sur les entrées d'IDE dans les sous-régions ( $l$ =Afrique australe, Afrique de l'Est, Afrique du Nord et Afrique de l'Ouest)<sup>20</sup>. Enfin, les facteurs déterminants de l'investissement sont évalués en se fondant sur les entrées d'IDE dans les communautés économique régionales ( $l$  = SADC, CAE, COMESA, CEN-SAD, IGAD et UMA)<sup>21</sup>.

En ce qui concerne la technique d'estimation, en raison du caractère dynamique de la régression et en particulier de l'inclusion d'une variable dépendante retardée, la technique de la méthode des moments généralisée permet d'effectuer une estimation plus cohérente et plus

<sup>20</sup> L'Afrique centrale n'est pas traitée ici en raison du manque de données sur les investissements intra-africains pour cette sous-région.

<sup>21</sup> La Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest n'est pas traitée ici, car ses membres correspondent exactement aux pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. Cela n'est pas le cas des autres communautés économiques régionales et de leurs sous-régions respectives. En outre, comme c'est le cas pour l'Afrique centrale, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale n'est pas traitée ici en raison de l'absence de données suffisantes pour effectuer des tests empiriques.



efficace que celle de la méthode des moindres carrés ordinaires. Les procédures utilisées dans la méthode des moments généralisée permettent de surmonter en outre les problèmes dus à l'omission des variables, au biais d'endogénéité et à la causalité inverse. Ces problèmes découlent de la corrélation entre les variables explicatives et le terme propre au pays, ainsi qu'entre la variable dépendante retardée et l'erreur.

On obtient l'estimateur de la différence à l'issue d'une procédure en deux temps. Premièrement, les résidus retenus définissent l'estimation cohérente sous forme matricielle de la variance-covariance des erreurs. Étant donné que les termes d'erreur sont indépendants et homoscédastiques, l'estimateur de la différence est asymptotiquement plus cohérent que ce qui a été observé en premier. La présence de corrélation de second ordre des termes d'erreur doit ensuite être vérifiée afin de garantir la cohérence de l'estimateur de la méthode des moments généralisée. En effet, la cohérence de l'estimateur dépend de l'hypothèse suivante  $E(\varepsilon_{ijt} - \varepsilon_{ijt-2}) = 0$ . La statistique du test est asymptotiquement normale sous l'hypothèse nulle et est désignée par l'équation  $N = \frac{\Delta \hat{\varepsilon}_{-2} \Delta \hat{\varepsilon}^*}{\sqrt{\Delta \hat{\varepsilon}}}$  où  $\hat{\varepsilon}_{-2}$  équivaut au vecteur des résidus deux fois retardé et  $\hat{\varepsilon}^*$  est un vecteur de  $\hat{\varepsilon}$  réduit de manière à égaler  $\hat{\varepsilon}_{-2}$ .

Le test de Sargan (test de la suridentification des restrictions) est effectué. Sous l'hypothèse nulle, la statistique de Sargan est asymptotiquement distribuée sous la forme  $X^2$ , et  $p^{-k}$  désigne des degrés de liberté et s'écrit selon l'équation suivante :  $S = \Delta \hat{\varepsilon}' \left( \sum_{i=1}^n W_i' \Delta \hat{\varepsilon}_i \Delta \hat{\varepsilon}_i' W_i \right)^{-1} W' \Delta \hat{\varepsilon}$  (2), où  $W$  est la matrice des instruments,  $p$  est le nombre de colonnes et  $k$  est le nombre de paramètres estimés.

## 4.2 Description des données

Tenant compte des études empiriques qui ont fait l'objet de nombreux commentaires à la section 2, les facteurs déterminants de l'investissement ont été examinés et, en fin de compte, retenus en fonction de leur signification statistique, en se fondant sur la méthode décrite à la section 4 au niveau de l'Afrique et au niveau régional. Ils comprennent les variables présentées ci-dessous ou sont représentés par ces variables.

Les conditions macroéconomiques et le développement économique englobent le taux de croissance du PIB réel, l'inflation, la taille du marché (population du pays / population totale), l'ouverture du commerce (part du commerce total en pourcentage du PIB et droits de douane moyens prélevés sur les importations), l'APD reçue (en pourcentage du PIB), la formation brute de capital fixe (en pourcentage du PIB) et un indice politique (Polity)<sup>22</sup>.

<sup>22</sup> La variable Polity prend également en considération des indicateurs de gouvernance et des indicateurs institutionnels, tels que la corruption, l'efficacité du gouvernement, la participation et la responsabilisation et la stabilité politique. Cette variable a été établie sur la base du projet Polity IV (Banque mondiale) et est souvent utilisée pour mesurer le régime politique d'un pays dans des études empiriques similaires. En particulier, elle tient compte de la dynamique du régime politique en période d'interrègne et de transition. Voir par exemple Kucera et Principi, 2016 ; Marshall et Jaggers, 2010 ; et Rock, 2007.

Les variables en question sont les suivantes :

a) Le développement des infrastructures : la disponibilité des infrastructures est un élément important pour les pays émergents et les pays en développement. Comme indicateur indirect de cette variable, on utilise le nombre d'abonnés à la téléphonie mobile pour 100 personnes et la consommation d'électricité par habitant<sup>23</sup> ;

b) Le capital humain et la parité entre garçons et filles dans l'éducation : les variables utilisées sont le taux brut de scolarisation dans l'enseignement secondaire et l'indice de parité garçons et filles dans l'enseignement secondaire<sup>24</sup> ;

c) La performance logistique : l'indice de performance logistique, qui mesure la perception de la logistique d'un pays en tenant compte des éléments suivants : la qualité de l'infrastructure liée au commerce et au transport, la capacité de suivre et de tracer les marchandises expédiées, la qualité des services logistiques et la facilité d'organiser l'envoi de marchandises à des prix concurrentiels, en fonction de l'efficacité du processus de dédouanement et de la fréquence avec laquelle les marchandises expédiées parviennent au destinataire dans les délais prévus ;

d) Le développement du secteur manufacturier et du secteur industriel : les importations de produits manufacturés (en pourcentage des importations de marchandises), la valeur ajoutée du secteur manufacturier (en pourcentage du PIB), la valeur ajoutée de l'industrie (en pourcentage du PIB) et la part de l'emploi dans l'industrie (en pourcentage de l'emploi total) ;

e) Les effets d'agglomération : pour tester les effets d'agglomération, on examine les effets des entrées d'IDE dans le passé sur les entrées d'IDE actuelles. Il peut exister des économies d'agglomération quand des investisseurs étrangers sont attirés vers des pays où les flux d'investissement étranger sont déjà importants. Pour mesurer ces effets, on retient le premier intervalle de temps des entrées d'IDE (en pourcentage du PIB) ;

f) Les crises : une variable fictive pour la crise financière de 2007 a été incluse et les effets immédiats et les effets tardifs ont été pris en considération dans les estimations.

Les divers indicateurs décrits ci-dessus sont tirés de la base de données sur les indicateurs du développement dans le monde, à l'exception des variables suivantes : les entrées d'IDE sont tirées de la base de données de la CNUCED<sup>25</sup>, la variable Polity est tirée de la base de données Polity IV (Variable Polity2, base de données de la Banque mondiale), les droits de douane moyens prélevés sur les importations sont tirés du Fraser Institute et de l'indice de performance logistique, lui-même tiré de la base de données de la Banque mondiale. Le tableau joint en annexe au présent rapport montre les statistiques descriptives relatives aux principales variables pour l'estimation de l'Afrique et des sous-régions sur le continent. Les estimations

---

<sup>23</sup> L'électricité est mesurée comme étant la puissance installée nette totale des centrales électriques, de l'activité principale et des constructeurs d'automobiles.

<sup>24</sup> Cette variable permettra de déterminer si le fait d'investir dans l'éducation des filles au niveau secondaire a une incidence positive ou négative sur les investissements intra-africains.

<sup>25</sup> L'étude traite des flux d'investissement bilatéraux entre 49 pays africains : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libye, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Seychelles, Sierra Leone, Sénégal, Somalie, Soudan, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.

respectent les critères du nombre minimum d'observations exigé pour estimer les données longitudinales, à savoir au moins 30 observations.

### **4.3 Résultats et discussion**

#### **Déterminants des investissements intra-africains en Afrique : analyse à l'échelle du continent**

Les résultats des études économétriques effectuées au niveau continental sont présentés dans le tableau 2. Ils indiquent que l'accroissement des investissements en Afrique pendant la période considérée a nécessité le développement des infrastructures, comme le montrent le signe de coefficient et le niveau de signification de la variable consommation d'électricité par habitant. Cela corrobore l'idée que les infrastructures sont d'une importance cruciale pour le développement de l'Afrique, car elles ont des effets d'entraînement importants pour l'investissement.

Les résultats montrent également que l'exposition au commerce régional et international semble avoir des effets positifs et significatifs sur l'explication de ces flux d'investissement. Du point de vue des politiques publiques, ces résultats indiquent que, si elles sont bien conçues, les politiques industrielles et commerciales peuvent stimuler l'investissement en Afrique. L'ouverture du commerce a des effets positifs et significatifs sur les flux d'investissement en Afrique, et les pays les plus exposés au commerce régional et mondial sont également les plus susceptibles d'attirer des investissements. Les variables commerce total (en pourcentage du PIB) et droits de douane moyens prélevés sur les importations donnent à penser que la libéralisation du commerce pourrait favoriser les investissements intra-africains. Ce résultat, cependant, n'est ni homogène ni partagé par toutes les régions d'Afrique, et il existe une certaine hétérogénéité, comme nous le verrons dans la prochaine sous-section.

Pour l'ensemble du continent africain, l'estimation des importations de produits manufacturés et la part de la main-d'œuvre industrielle ont des effets négatifs et significatifs sur les investissements intra-africains. En outre, les pays dont les importations de produits manufacturés sont plus élevées attirent moins d'IDE intra-africain. Les pays africains devraient donc promouvoir leurs secteurs manufacturier et industriel pour doper les investissements intra-africains grâce à l'industrialisation et à une meilleure intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Lorsqu'ils sont évalués conjointement avec la deuxième série de variables sur l'infrastructure, les résultats sur l'ouverture du commerce étayent certaines des études antérieures, qui donnent la priorité à la nécessité d'investir dans des projets de création d'infrastructures en lien avec le commerce pour optimiser les effets d'entraînement de la libéralisation du commerce et des mesures visant à faciliter le commerce sur le continent (Commission économique pour l'Afrique, 2012 et 2014).

Comme indiqué plus haut, le développement des infrastructures contribue positivement à expliquer les entrées d'IDE. Toutefois, on observe également dans les résultats les effets d'éviction de l'investissement intérieur sur l'IDE à travers l'effet négatif significatif de la formation brute de capital fixe (en pourcentage du PIB). Cet effet est la résultante de deux mécanismes : un mécanisme concurrentiel sur le marché des produits et sur le marché des facteurs (Helpman *et al.*, 2004) et le mécanisme/phénomène du « syndrome hollandais », à travers des effets de dépenses (Cordon et Neary, 1982). En effet, la hausse des exportations des multinationales suppose une augmentation du taux de change effectif réel et réduit la compétitivité d'autres secteurs de biens et services échangeables de l'économie (Bourdet et Falck, 2006).

Cet effet d'éviction a une double incidence : Premièrement, les pays africains devraient mettre l'accent sur les investissements intra-africains qui introduisent de nouvelles technologies et un savoir-faire et une expertise différents, l'objectif étant d'établir une relation de complémentarité entre les investissements intra-africains et les investissements nationaux. Il faut pour cela créer des conditions propices à la diffusion des nouvelles technologies, avec à la clé des retombées bénéfiques pour les pays africains qui sont en tête de la courbe de l'innovation par rapport aux pays dans lesquels il existe un déficit technologique. Des recherches menées par la CEA<sup>26</sup> ont en outre montré, en s'appuyant sur l'exemple de l'Afrique de l'Est, que l'intégration régionale pouvait favoriser la diffusion de l'innovation et améliorer la compétitivité dans d'autres pays que le pays qui innove. Deuxièmement, et c'est le point le plus important, les pays africains doivent favoriser les partenariats public-privé et le financement mixte axés sur l'élaboration de projets et programmes transfrontières dans les domaines de la technologie et de l'innovation. En effet, ceux-ci peuvent plus facilement tirer profit des investissements et faciliter ainsi une dispersion plus large des avantages escomptés et le partage des avantages en découlant.

L'analyse continentale indique en outre que les niveaux antérieurs des investissements intra-africains ont eu un effet négatif sur leur niveau actuel. Cela indiquerait que les investissements en Afrique apparaissent instables. Cela pourrait notamment s'expliquer par l'instabilité politique dans certaines régions, telles que l'Afrique du Nord (par ex. en Libye et au Soudan) et en Afrique centrale. Les investisseurs intra-africains sont plutôt réticents à prendre des risques, comme en témoigne la délocalisation de diverses multinationales de la Tunisie vers le Maroc entre 2011 et 2015.

Les milieux universitaires et politiques s'accordent très généralement à penser que les mesures de facilitation du commerce pourraient être un important facteur de croissance économique au niveau mondial. En effet, l'accord de l'OMC sur le commerce, à savoir l'Accord sur la facilitation du commerce, est ambitieux, et les données empiriques ont montré que sa mise en œuvre pourrait permettre aux exportations mondiales d'atteindre 1 040 milliards de dollars par an et déboucher sur un gain de 960 milliards de dollars. Il pourrait également augmenter de 21 millions le nombre d'emplois dans les pays développés et les pays en développement. (Hufbauer Schott, 2013 ; Organisation mondiale du commerce, 2015).

L'analyse économétrique indique que la réduction des coûts liés au commerce et l'amélioration des installations logistiques avaient pu clairement attirer de nouveaux investissements intra-africains, à l'exception de la période de crise entre 2007 et 2009. Comme l'indique l'Organisation mondiale du commerce (2015), les pays dont les procédures commerciales sont plus inefficaces reçoivent moins d'IDE. Il est donc établi qu'il existe une complémentarité entre l'accroissement des échanges grâce à l'amélioration des procédures commerciales et l'IDE. Une réglementation visant à réduire les coûts commerciaux incitera probablement une entreprise à investir et souligne en outre qu'il pourrait y avoir une synergie entre l'investissement et le commerce en Afrique, si des efforts sont faits pour s'assurer que le commerce et l'investissement sont facilités par des politiques et une réglementation appropriées.

---

<sup>26</sup> Présentée par la Commission économique pour l'Afrique à l'intention du Bureau sous-régional en Afrique de l'Est pendant la Vingtième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour l'Afrique australe en février 2016. Disponible à l'adresse suivante : <http://repository.uneca.org/bitstream/handle/10855/23481/b11580537.pdf?sequence=1>.

Afin de donner une idée approximative de l'environnement logistique, l'étude utilise l'indice de performance logistique proposé par la Banque mondiale. Les résultats obtenus à l'échelle du continent indiquent que l'amélioration de l'indice est un moyen important et positif d'attirer de nouveaux investissements. Cela confirme que la réduction des coûts du commerce stimulera le commerce intra-africain, conformément à la théorie de Mevel *et al.* (2016), qui ont montré que la ZLECA doperait les exportations de l'Afrique de près de 70 milliards de dollars en 2020. Cela stimulera les investissements intra-africains pour soutenir la production verticale et promouvoir la diversification économique.

Le climat des affaires et la composante des coûts du commerce représentée par l'indice de performance logistique servent également à expliquer les investissements intra-africains. Les coûts du commerce dans les pays en développement équivalent à une taxe ad valorem de 219 % (Organisation mondiale du commerce, 2015). Dans cette optique, l'amélioration des différentes composantes de l'indice pourrait accroître les investissements intra-africains. La ZLECA pourrait servir de cadre de règles communes pour réduire ces coûts et à créer un effet dynamique positif sur les investissements intra-africains. Cela faciliterait l'intégration des pays africains dans les chaînes de valeur régionales et mondiales et contribuerait à la transformation industrielle du continent. Ces résultats sont conformes à ceux de Balchin *et al.* (2016) et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (2009). En particulier, ces enquêtes ont montré que la qualité du climat des affaires agissait comme catalyseur de l'investissement et cela était démontré preuves à l'appui dans plusieurs pays africains.

De plus, l'estimation montre qu'une politique d'éducation non sexiste a un effet positif et dynamique important sur les investissements intra-africains. Le fait d'investir dans l'éducation des filles contribue à stimuler l'investissement. Les pays africains qui ont une main-d'œuvre féminine instruite plus importante attirent généralement davantage d'investissements intra-africains. Comme l'indiquent les différentes méthodes statistiques employées dans l'étude, il existe une corrélation négative entre les investissements intra-africains et l'absence de parité entre garçons et filles dans l'enseignement secondaire. Ce résultat a pour corollaire que les politiques sociales inclusives, qui encouragent la parité entre garçons et filles dans l'accès à l'éducation, pourraient permettre aux pays africains d'attirer un plus grand nombre d'investissements intra-africains. Si à ces résultats sont associées des informations fournies par les acteurs de terrain, selon lesquelles les femmes occupent une place prépondérante dans les échanges transfrontières et que la ZLECA pourrait mettre en place des mesures concrètes visant à faciliter les échanges aux frontières, la Zone rendra probablement le commerce africain plus inclusif.

En effet, les principales avancées de la ZLECA devraient se situer dans le secteur industriel, qui, comme l'indiquent les différentes éditions du *Rapport économique sur l'Afrique*, a été traditionnellement le moyen de promouvoir une croissance soutenue, inclusive et créatrice d'emplois, conformément aux aspirations de l'Afrique, à savoir transformer structurellement son économie et parvenir au développement durable.

Enfin, les pays africains demeurent très vulnérables à l'évolution de l'économie mondiale. Les économies africaines ont également été touchées par la crise de 2007. Plus précisément, les données empiriques présentées dans l'étude montrent que l'effet de la crise a été non pas immédiat mais tardif, ce qui reflète la forte dépendance structurelle et l'exposition du marché africain aux chocs internationaux et à l'instabilité macroéconomique mondiale ou aux chocs exogènes en raison de la volatilité du marché des matières premières. Il faut pour cela diversifier les exportations, condition nécessaire pour permettre aux pays africains de mieux résister aux chocs extérieurs.

Tableau 2  
**Résultats de l'estimation pour le continent africain**

<i>Variables</i>	<i>Estimation de la méthode des moments généralisée</i>
<i>L1.IDE/PIB</i>	- 1,363 <sup>c</sup>
<i>Ouverture du commerce</i>	0,119 <sup>c</sup>
<i>Nombre d'abonnés à la téléphonie mobile pour 100 personnes</i>	- 0,001
<i>Consommation d'électricité par habitant</i>	0,097 <sup>b</sup>
<i>Droits de douane moyens prélevés sur les importations</i>	- 0,013 <sup>c</sup>
<i>Effet de la crise de 2007</i>	0,881 <sup>a</sup>
<i>Polity</i>	- 0,022
<i>Formation brute de capital fixe (en pourcentage du PIB)</i>	0,007 <sup>b</sup>
<i>Enseignement secondaire</i>	- 0,001 <sup>c</sup>
<i>Parité entre garçons et filles dans le secondaire</i>	0,423 <sup>c</sup>
<i>Importations de produits manufacturés (en pourcentage des importations de marchandises)</i>	- 0,001 <sup>a</sup>
<i>Part de l'emploi dans l'industrie (en pourcentage de l'emploi total)</i>	- 0,004 <sup>c</sup>
<i>Indice de performance logistique</i>	0,012 <sup>a</sup>
<i>Test de signification de Fisher (p_valeur)</i>	0,000
<i>Test de Sargan (test de la suridentification des restrictions (p_valeur)</i>	0,249

*Note* : La signification des coefficients aux seuils de 1 %, 5 % et 10 % est représentée par p<0.01 (<sup>c</sup>), p<0.05 (<sup>b</sup>) et p<0.1 (<sup>a</sup>), respectivement.

### **Déterminants des investissements intra-africains : analyse régionale**

Compte tenu de l'hétérogénéité des flux d'investissements intra-africains dont il a été question plus haut à la présente section, l'étude se concentre maintenant sur la conciliation d'une perspective régionale aux niveaux des communautés économiques sous-régionales et régionales. Elle prend en considération les principaux déterminants des investissements intra-africains et les moyens permettant à ces investissements d'avoir une incidence positive le développement et la transformation économiques des différentes sous-régions. Dans ce cas, l'estimation (1) présentée à la section 4.1 est effectuée plus particulièrement pour l'Afrique australe, l'Afrique de l'Est, l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest. Les résultats pour chacune de ces sous-régions sont présentés dans le tableau 3.

Dans le même ordre d'idées, l'analyse effectuée au niveau des communautés économiques régionales englobe la CEN-SAD, le COMESA, l'IGAD, la SADC et l'UMA. Les résultats sont présentés dans le tableau 4<sup>27</sup>.

Les résultats empiriques décrivent les facteurs déterminants des investissements intra-africains pour chaque sous-région et chaque communauté économique régionale. Une fois de plus, les variables explicatives ont été choisies en fonction de la signification globale du modèle d'IDE (test de Fisher)<sup>28</sup> et du test de validité des instruments ou test de Sargan, comme indiqué à la section 4.1. Les résultats mettent en évidence la divergence des facteurs susceptibles de stimuler les investissements intra-africains au niveau continental et au niveau des communautés économiques sous-régionales et régionales.

Les résultats donnent lieu à plusieurs remarques. Premièrement, l'agglomération (obtenue par la variable dépendante retardée) a un effet négatif sur les flux d'investissements intra-africains dans presque toutes les régions<sup>29</sup>. Cela signifie que ce n'est pas parce que l'IDE est présent dans un pays à l'heure actuelle que ce pays attirera plus d'IDE. Par conséquent, les politiques favorables aux investissements intra-africains devraient être bien conçues afin de garantir la pérennité de ces flux. De même, il faudrait éviter d'inverser ou d'abandonner les politiques propices à l'investissement qui sont considérées comme un facteur de développement ou de transformation.

Les résultats indiquent également que l'exposition au commerce régional et international semble avoir des effets mitigés sur les investissements intra-africains dans les sous-régions et les communautés économiques régionales. Par exemple, dans les sous-régions de l'Afrique du Nord et de l'IGAD, l'ouverture du commerce a un effet positif sur les investissements, ce qui confirme la complémentarité du commerce et de l'investissement et est conforme aux résultats obtenus au niveau continental dont il a été question précédemment. Pour les pays de l'Afrique australe et de la SADC, cependant, c'est exactement l'inverse.

D'après la théorie de l'IDE, l'incidence de l'ouverture du commerce sur les flux d'investissement dépend des mesures incitant l'entreprise à investir directement à l'étranger (Dunning, 1993). Anyanwu (2012) a constaté que l'ouverture du commerce avait un effet négatif sur les entrées d'IDE axé sur la recherche de marchés. Ces entrées sont le fait d'entreprises multinationales qui cherchent à desservir le marché local par l'intermédiaire de filiales dans le pays d'accueil lorsqu'elles sont confrontées à des restrictions à l'importation de produits dans ce pays (théorie du contournement des obstacles tarifaires). En ce sens, la sous-région (Afrique australe) et la SADC semblent attirer relativement plus d'investissements intra-africains axés sur la recherche de nouveaux marchés qui se substituent au commerce. Cela corrobore les résultats de la South Africa Foundation (2004), qui a estimé qu'avant 2004, l'IDE axé sur la recherche de nouveaux marchés (sur la base du nombre de projets) avait été concentré dans la SADC. Les avantages liés à l'ouverture du commerce aux niveaux international et régional dépendant donc de la nature de l'IDE, de la commodité de la politique commerciale et du degré d'ouverture du commerce.

---

<sup>27</sup> Comme expliqué à la section 4.1, les communautés sous-régionales et régionales ont été traitées ici de façon limitée en raison du manque de données disponibles suffisantes pour la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC).

<sup>28</sup> Le test de Fisher évalue la force de la preuve dans les données, en évaluant la signification globale d'un modèle, par rapport à l'hypothèse nulle statistique (les variables sont non significatives).

<sup>29</sup> À l'exception de l'Afrique australe et de l'Afrique de l'Ouest, de la Communauté de développement de l'Afrique australe et du Marché commun de l'Afrique orientale et australe, où les résultats n'étaient pas significatifs.

Les résultats indiquent également qu'un environnement économique favorable peut attirer les investissements intra-africains. En particulier, la facilitation du commerce et la réduction des coûts liés au commerce semblent être des déterminants clés des investissements intra-africains pour les pays d'Afrique du Nord et les pays membres l'IGAD, en fonction de l'effet positif significatif de la variable indice de performance logistique. En revanche, l'indice semble avoir un effet négatif sur les investissements intra-africains pour les pays membres de la CEN-SAD et du COMESA. Cela pourrait s'expliquer par le fait que l'indice prend en considération les mesures d'ouverture du commerce qui sont sensibles à un type d'investissement intra-africain axé sur la recherche de nouveaux marchés et auquel, si les termes de l'échange s'améliorent, les flux commerciaux se substitueront.

Un élément fondamental pour attirer l'investissement est le renforcement des capacités industrielles, y compris de développement des infrastructures matérielles et immatérielles. Les résultats empiriques montrent que l'appui des infrastructures, en particulier les infrastructures relatives aux technologies de l'information et des communications pourrait avoir un effet positif sur les investissements intra-africains pour l'Afrique australe et les pays membres du COMESA et de la SADC. En ce qui concerne la région de l'Afrique du Nord, l'augmentation de la consommation d'électricité par habitant a une forte incidence positive sur les investissements intra-africains. Ces résultats correspondent à certaines conclusions précédentes, en particulier celles de Mupimpila et Okurut (2012), qui ont montré que les faibles niveaux de connectivité des infrastructures expliquaient les entrées d'IDE.

Les résultats montrent également que la croissance a un effet positif sur les flux d'investissement intra-africain en Afrique de l'Est, dans les pays membres du COMESA de la SADC et de l'IGAD. Cela pourrait s'expliquer par leurs résultats économiques relativement bons qui permettent, grâce aux économies d'échelle, de produire plus efficacement. Ces conclusions corroborent des recherches précédentes, en particulier celles de Demirhan et Masca (2008), qui ont montré que le taux de croissance par habitant avait un effet positif sur les flux d'IDE dans les pays en développement. Pour les pays de la CEN-SAD, la croissance du PIB a un effet négatif, et pourtant négligeable sur les investissements intra-africains. C'est le cas quand le taux de croissance du PIB est supérieur au taux de croissance de l'IDE (Dauti, 2008).

Les résultats pour la variable capital humain retenue pour l'étude montrent que la parité entre garçons et filles dans le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire a un effet positif sur les flux d'investissement intra-africain au niveau sous-régional, comme on le voit dans les tableaux 3 et 4 pour les régions de l'Afrique australe et de l'Afrique de l'Ouest et pour les pays membres de la CEN-SAD, de la CEDEAO et de la SADC, respectivement. En outre, pour toutes ces régions (hormis la CEN-SAD, pour laquelle aucune relation n'a été présentée), la variable « taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire » a un effet négatif sur les investissements intra-africains. Ces résultats montrent que seule une politique d'éducation inclusive<sup>30</sup> peut accélérer les investissements intra-régionaux, ce qui est conforme à ce qui a été observé à l'échelle du continent. Dans certaines régions, telles que l'Afrique de l'Est et la zone de l'Union du Maghreb arabe, l'effet de la parité entre garçons et filles dans l'enseignement secondaire sur l'IDE intra-africain est négatif. Cela pourrait s'expliquer par la présence d'un niveau de parité entre garçons et filles relativement faible dans l'enseignement secondaire ou par une forte absence de parité dans l'enseignement primaire et l'enseignement supérieur.

---

<sup>30</sup> Une politique d'éducation inclusive devrait permettre d'agir en amont en déterminant les obstacles auxquels de nombreuses personnes se heurtent dans l'accès à l'éducation et qui peuvent conduire à la discrimination de certains groupes de population, tout en évaluant les ressources requises pour surmonter ces obstacles.



De même, il a été établi que l'aide publique au développement (APD) joue un rôle positif et non négligeable dans les investissements intra-africains dans l'Union du Maghreb arabe et l'IGAD. Cette situation pourrait s'expliquer par le fait que, dans ces régions, l'APD avait pu servir de facteur d'attraction pour le cofinancement du développement grâce à des investissements provenant de la région (en substance les instruments de financement mixte). Oxfam (2017) a affirmé que, même si l'APD pouvait être utilisée pour éliminer les obstacles au commerce, elle devrait être orientée vers des valeurs prônant l'efficacité du développement, à savoir l'implication des acteurs nationaux et la transparence. L'APD pourrait également agir comme catalyseur du financement privé en atténuant les risques et promouvant un environnement propice à l'investissement. Cet élément est important sur le plan politique pour les pays africains qui ont besoin de diversifier les sources de financement de leur développement afin de concrétiser les objectifs et les aspirations énoncés dans le Programme de développement à l'horizon 2030 et l'Agenda 2063.

Il est intéressant de noter que l'APD semble être un moyen de décourager les investissements intra-africains dans les régions de l'Afrique australe et de la SADC, comme le montrent les relations négatives présentées dans les tableaux 3 et 4. Cette situation peut être due à l'absence de moyens ou de modalités permettant d'attirer et de pérenniser d'autres types d'investissement, tels que l'investissement intérieur, susceptibles d'attirer davantage l'IDE. Comme indiqué à la section 2, ces modalités peuvent encourager le financement mixte (Société financière internationale, 2016 ; Fonds africain de développement, 2016 ; Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, 2015, entre autres) qui combine l'APD à d'autres moyens de financement comme l'investissement. En l'absence de ces autres possibilités de financement du développement, l'APD pourrait servir de substitut imparfait à l'investissement.

Le développement du secteur industriel est un facteur important pour la CEN-SAD et l'Union du Maghreb arabe pour attirer l'IDE intra-africain, ce qui ne semble pas être le cas pour le COMESA et l'Afrique de l'Ouest. Dans la CEN-SAD et en Afrique de l'Est, il semble que la hausse des importations de produits manufacturés ait découragé l'IDE intra-africain, ce qui est conforme aux résultats présentés au niveau continental. Cette situation peut être due à l'absence de politiques industrielles encourageant la création de valeur ajoutée aux niveaux national et régional. Les politiques qui encouragent la création de valeur dans la substitution des importations pourraient contribuer à inverser cette tendance et, associées à des politiques d'investissement qui soutiennent en amont le développement d'un secteur industriel et manufacturier, elles pourraient promouvoir la transformation des structures de production et d'échanges des pays membres de la CEN-SAD et des pays de l'Afrique de l'Est en vue d'une meilleure intégration dans les chaînes de valeur régionales.

Les estimations régionales laissent également supposer que la taille du marché est un facteur important pour expliquer les investissements intra-régionaux dans la région Afrique de l'Ouest (CEDEAO), soulignant encore plus combien il est important d'avoir un marché régional pour accroître les économies d'échelle. Les résultats pour cette région montrent également que les entreprises multinationales ont une plus grande propension à investir quand le marché est important. Cela est dû au fait que la réduction des coûts liés au commerce incite davantage à investir quand le marché atteint une taille critique. Cela permettra, selon toute vraisemblance, d'accroître la probabilité d'investissement vertical, condition importante pour établir des relations en aval qui contribueront à l'amélioration du processus d'intégration verticale de la production (activités à valeur ajoutée, possibilités d'accès aux chaînes de valeur mondiales et régionales et contribution à la transformation économique). Il s'agit d'un élément particulièrement important pour la région de l'Afrique de l'Ouest, qui est de fait la région la plus grande. De plus, les grands pays attirent d'avantage d'investissements axés sur la recherche

de marchés et, par conséquent, les mesures visant à doper les investissements intra-africains peuvent aussi avoir un effet positif et dynamique sur l'intégration régionale.

L'étude recense enfin un certain nombre de facteurs freinant les investissements intra-africains, à savoir l'incertitude politique et l'inflation dans l'Union du Maghreb arabe et la crise financière de 2007 en Afrique australe, entre autres.

En effet, toutes les estimations régionales montrent qu'au moins quelques éléments de la stabilité macroéconomique semblent être un facteur important susceptible de stimuler les investissements intra-africains. Ce résultat est relativement plus significatif pour les régions où il n'y a pas de convergence nominale<sup>31</sup> et est conforme aux études d'Anyanwu et de Yaméogo (2015), qui ont également constaté que les unions monétaires attiraient davantage l'IDE en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest, ce qui pourrait expliquer pourquoi la convergence nominale est un déterminant de l'attractivité des investissements intra-africains.

Tableau 3

**Méthode des moments généralisée - Résultats des estimations pour les sous-régions de l'Afrique**

<i>Variables</i>	<i>Afrique de l'Est</i>	<i>Afrique du Nord</i>	<i>Afrique australe</i>	<i>Afrique de l'Ouest</i>
<i>L1.IDE/PIB</i>	- 0,447 <sup>a</sup>	- 0,678 <sup>a</sup>	0,160	- 0,225
<i>Ouverture du commerce</i>		0,004 <sup>c</sup>	- 0,022 <sup>c</sup>	
<i>Nombre d'abonnés à la téléphonie mobile pour 100 personnes</i>			0,012 <sup>c</sup>	
<i>Consommation d'électricité par habitant</i>		2,193 <sup>a</sup>		1,234
<i>Droits de douane moyens prélevés sur les importations</i>	0,003	- 0,007		- 0,019
<i>Effet de la crise de 2007</i>	- 0,507	- 0,046	- 0,194 <sup>c</sup>	- 0,081
<i>Polity</i>	- 0,007			
<i>Enseignement secondaire</i>	0,025 <sup>b</sup>	- 0,002 <sup>a</sup>	- 0,008 <sup>c</sup>	- 0,009 <sup>c</sup>
<i>Parité entre garçons et filles dans le secondaire</i>	- 2,031 <sup>b</sup>		0,127 <sup>c</sup>	0,021 <sup>c</sup>
<i>Importations de produits manufacturés (en pourcentage des importations de marchandises)</i>	- 0,014 <sup>a</sup>	-0,059		
<i>Part de l'emploi dans l'industrie (en pourcentage de l'emploi total)</i>		- 0,006 <sup>b</sup>		
<i>Indice de performance logistique</i>		0,002 <sup>a</sup>	- 1,998	
<i>Taille du marché</i>	- 0,602			0,012 <sup>b</sup>
<i>Croissance du PIB</i>	0,156 <sup>b</sup>			
<i>Aide publique au développement (en pourcentage du PIB)</i>			- 0,005 <sup>c</sup>	
<i>Inflation</i>		-0,046	0,008	

<sup>31</sup> Il ne s'agit ni de convergence nominale (convergence mesurée en fonction des variables nominales telles que les taux d'intérêt et l'inflation) ni de convergence réelle (convergence mesurée en fonction du revenu par habitant).

<i>Produits manufacturés, valeur ajoutée (en pourcentage du PIB)</i>	0,018			
<i>Produits industriels, valeur ajoutée (pourcentage annuel de croissance)</i>			- 0,004	- 0,009 <sup>a</sup>
<i>Test de Fisher (p_valeur)</i>	0,000	0,000	0,000	0,000
<i>Test de Sargan (p_valeur)</i>	0,124	0,250	0,765	0,250

Note : La signification des coefficients aux seuils de 1 %, 5 % et 10 % est représentée par p<0.01 (<sup>c</sup>), p<0.05 (<sup>b</sup>) et p<0.1 (<sup>a</sup>), respectivement.

Tableau 4

**Méthode des moments généralisées - Résultats des estimations pour les communautés économiques régionales**

<i>Variables</i>	<i>CEN-SAD</i>	<i>CEDEAO</i>	<i>COMESA</i>	<i>IGAD</i>	<i>SADC</i>	<i>UMA</i>
<i>L1.IDE/PIB</i>	- 1,417 <sup>c</sup>	- 0,225	- 0,449 <sup>b</sup>	- 0,434 <sup>a</sup>	0,174	- 0,215 <sup>a</sup>
<i>Ouverture du commerce</i>	0,003		0,001	0,017 <sup>a</sup>	- 0,015 <sup>c</sup>	- 0,002
<i>Nombre d'abonnés à la téléphonie mobile pour 100 personnes</i>	0,006		0,001 <sup>b</sup>	- 0,001	0,012 <sup>c</sup>	
<i>Consommation d'électricité par habitant</i>	- 2,845	1,234				1,341
<i>Droits de douane moyens prélevés sur les importations</i>		-0,019				
<i>Effet de la crise de 2007</i>	1,909 <sup>c</sup>	- 0,081	3,925	2,934	0,179 <sup>b</sup>	- 0,007
<i>Polity</i>			- 0,001	0,001	2,991	- 0,008 <sup>c</sup>
<i>Éducation</i>		- 0,009 <sup>c</sup>			- 0,047 <sup>c</sup>	0,003
<i>Parité entre garçons et filles dans le secondaire</i>	0,219 <sup>b</sup>	0,021 <sup>c</sup>			0,060 <sup>c</sup>	- 0,088 <sup>a</sup>
<i>Importations de produits manufacturés (en pourcentage des importations de marchandises)</i>	- 0,001 <sup>a</sup>					
<i>Part de l'emploi dans l'industrie (en pourcentage de l'emploi total)</i>			- 0,003 <sup>b</sup>			
<i>Produits industriels, valeur ajoutée</i>	- 0,004 <sup>a</sup>	- 0,009 <sup>a</sup>				

(pourcentage annuel de croissance)						
Indice de performance logistique	- 2,724 <sup>b</sup>		- 0,091 <sup>b</sup>	0,023 <sup>b</sup>	0,492	0,007
Aide publique au développement (en pourcentage du PIB)			0,001	0,001 <sup>a</sup>	- 0,003 <sup>a</sup>	0,006 <sup>b</sup>
Inflation				- 0,080	- 0,002	- 0,069 <sup>a</sup>
Croissance du PIB	- 0,001 <sup>c</sup>		0,009 <sup>a</sup>	0,011 <sup>b</sup>	- 0,006	
Taille du marché		0,012 <sup>b</sup>				
Produits industriels, valeur ajoutée (en pourcentage du PIB)	0,003 <sup>b</sup>		- 0,004 <sup>a</sup>			0,003 <sup>c</sup>
Test de Fisher (p_valeur)	0,021	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Test de Sargan (p_valeur)	0,161	0,250	0,534	0,142	0,105	0,105

*Abréviations* : Union du Maghreb arabe (UMA) ; Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD) ; Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) ; Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) ; Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ; Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) ; Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

*Note* : La signification des coefficients aux seuils de 1 %, 5 % et 10 % est représentée par  $p < 0.01$  (<sup>c</sup>),  $p < 0.05$  (<sup>b</sup>) et  $p < 0.1$  (<sup>a</sup>), respectivement.

## 5. Conclusions et incidences sur le plan des politiques

L'étude visait à faire comprendre les facteurs susceptibles de stimuler les investissements intra-africains aux niveaux continental, sous-régional et régional et au niveau des communautés économiques régionales. Les travaux de recherche montrent que trois ensembles de variables déterminent clairement la dynamique des investissements intra-africains. Premièrement, l'ouverture du commerce semble avoir un effet positif et significatif sur l'investissement. Ce résultat corrobore ce qui a été établi au premier chef dans les études, à savoir que l'ouverture aux flux d'IDE est généralement associée à l'intégration en amont et en aval. Dans cette optique, les pays devront peut-être considérer que les facteurs susceptibles de stimuler les investissements intra-africains pourraient également renforcer le programme d'intégration régionale au niveau des communautés économiques régionales et permettre de l'aligner sur le programme d'intégration continentale. Deuxièmement, la qualité et le rythme du développement des infrastructures sont des éléments clés pour expliquer les flux d'investissement. Enfin, la performance de la logistique commerciale et le climat des affaires sont des facteurs d'attractivité de l'investissement. Du point de vue des politiques, ces résultats indiquent que, si elles sont bien conçues, les politiques industrielles et commerciales peuvent stimuler l'investissement en Afrique. Ils s'inscrivent dans le droit fil de travaux de recherche menés par la CEA qui montrent que les avantages découlant du renforcement des échanges intra-africains dans le cadre de la ZLECA peuvent offrir meilleures possibilités d'industrialisation (Commission économique pour l'Afrique, 2015 et 2016).

Compte tenu de la très grande diversité des investissements intra-africains entre les sous-régions et les communautés économiques régionales, l'étude s'est en outre penchée sur certains facteurs susceptibles de stimuler ces investissements dans les régions. Les pays africains sont à des stades de développement différents et se sont engagés dans des processus d'intégration multidimensionnelle sous la houlette des communautés économiques régionales. Cette hétérogénéité pourrait expliquer pourquoi chaque région a ses propres facteurs susceptibles de stimuler les investissements intra-africains.

Au vu des éléments prouvant l'existence de complémentarités entre le commerce et l'investissement en Afrique et du potentiel commercial de la ZLECA et de ses incidences probables sur le commerce intra-africain, les pays africains doivent tirer profit de l'initiative et en faire une plate-forme pour doper également les investissements intra-africains. La stimulation du commerce intra-africain dans le cadre de la zone de libre-échange permettra d'accroître la productivité, de renforcer la compétitivité et de soutenir la croissance économique, mais elle doit être complétée par une réglementation de l'investissement et des politiques d'investissement qui permettent de tirer parti des avantages communs du commerce et de la croissance des investissements. Mieux vaut donc élaborer des règles communes relatives à l'investissement dans le cadre de la zone de libre-échange, comme celles qui sont proposées dans le chapitre sur l'investissement, afin de profiter des effets dynamiques et statiques escomptés des échanges commerciaux et des investissements sur le continent. Au niveau régional, il conviendrait d'orienter les efforts en vue de concrétiser ces effets sur le plan des politiques. Par exemple, il a été montré dans ce rapport qu'il serait également possible de tirer profit des politiques ciblées visant à exploiter les avantages liés à l'ouverture du commerce pour aider les pays à attirer de nouveaux investissements axés sur la recherche de marchés.

De nombreux éléments appuient l'idée selon laquelle la hausse des échanges commerciaux de produits industriels sur le continent pourrait attirer un plus grand nombre d'investissements, ce qui favoriserait les possibilités d'intégration verticale et de création de valeur ajoutée. L'Afrique pourrait alors surmonter les contraintes pesant sur l'offre qui l'empêche de mieux s'intégrer dans les chaînes de valeur régionales et mondiales. À cet égard, des efforts doivent être faits pour mettre en œuvre le Plan d'action pour stimuler le commerce intra-africain compte tenu de son rôle stratégique dans l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale, tout en optimisant les bienfaits attendus de la ZLECA.

Il en résulte que les pays africains doivent soutenir le secteur des produits manufacturés et le secteur des produits industriels afin de stimuler les investissements intra-africains grâce à l'industrialisation et de mieux s'intégrer dans les chaînes de valeur régionales. L'industrialisation est un vecteur essentiel de la transformation structurelle, énoncée dans les aspirations du continent en matière de développement figurant dans l'Agenda 2063 et les aspirations formulées au niveau mondial dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. De plus, l'importance de l'industrialisation est reconnue dans diverses initiatives continentales, telles que le Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique et le Programme de développement des infrastructures en Afrique.

Les conclusions de l'étude soulignent en outre combien un environnement propice aux affaires et une logistique commerciale sont des éléments importants pour attirer un plus grand nombre d'investissements intra-africains. En outre, les conclusions de l'étude confirment également que les mesures visant à stimuler les flux d'investissements intra-africains, en particulier dans le secteur industriel, pourrait favoriser la transformation et la diversification de l'économie. Les pays africains désireux d'accélérer leur croissance économique en augmentant

la productivité totale de leurs facteurs doivent donc mettre en œuvre des politiques qui améliorent leur climat des affaires et leur performance logistique.

Compte tenu de la relation positive entre l'éducation et les entrées d'IDE observée dans l'étude, les pays africains sont encouragés à mettre en place des programmes de formation professionnelle spécifiques en vue d'accroître les compétences de la main d'œuvre et de renforcer son savoir-faire. En outre, il ne suffit pas que les jeunes suivent des études supérieures pour trouver un emploi. Cela est dû principalement à l'inadéquation entre les compétences acquises dans l'enseignement supérieur et les compétences requises par le secteur industriel, d'où des niveaux de chômage élevés chez les jeunes diplômés, en particulier en Afrique du Nord. Il sera donc essentiel d'améliorer la qualité de l'éducation et de la formation professionnelle et de les aligner sur les besoins des entreprises africaines pour accroître la productivité dans tous les secteurs de l'économie et offrir des possibilités à ceux qui sont marginalisés sur le marché du travail.

Il sera tout aussi important d'améliorer l'accès à l'éducation, car cela contribuera à accroître l'attractivité des pays africains, stimulera les investissements intra-africains et favorisera les transferts de technologies et de connaissances. Il est essentiel d'encourager les femmes et les hommes à participer au marché du travail formel afin d'optimiser les effets escomptés des investissements intra-africains. Dans cette optique, il est déterminant de promouvoir une meilleure inclusion au moyen de stratégies nationales destinées aux jeunes et de s'engager à élaborer une stratégie régionale en matière d'emploi. Dans le cadre de la ZLECA, cela permettrait également d'améliorer la flexibilité et de mieux planifier la mobilité du marché des facteurs ; cet élément pourrait aussi être intégré dans les négociations en cours sur le mouvement des personnes physiques afin de garantir que l'Afrique crée les emplois nécessaires à la population croissante de jeunes arrivant chaque année sur le marché du travail.

L'investissement intérieur et l'investissement régional continuent de jouer un rôle primordial dans la croissance économique. Par exemple, les lois sur l'investissement devraient énumérer les secteurs d'investissement prioritaires et offrir des incitations aux investisseurs régionaux. Ces secteurs, et non les produits de base, peuvent offrir plus de possibilités d'intégration régionale et des points d'entrée plus stratégiques en haut des chaînes de valeur régionales et mondiales. Des politiques et une réglementation favorables à l'investissement pourraient permettre aux importations de biens et services utilisés pour des projets d'investissement d'être exonérées de droits et de taxes sur la valeur ajoutée. Plus important encore, les gouvernements africains devraient également participer financièrement aux coûts de développement des infrastructures en lien avec des projets d'investissement. Ces réformes pourraient constituer un pas dans la bonne direction pour attirer des flux d'investissements régionaux, tout en étant plus sélectives en ce qui concerne les secteurs et plus stratégiques sur le plan des politiques.

Ces réformes pourraient ouvrir la voie à une intégration régionale plus poussée, mais il est essentiel qu'elles soient renforcées par cette intégration. Le continent devrait s'efforcer de tirer parti des possibilités d'investissement transfrontière, qui profitent aux sous-régions et aux communautés économiques régionales. Par exemple, si les réformes de la réglementation sont complétées par des politiques encourageant les partenariats public-privé et le financement mixte qui visent à promouvoir l'investissement dans les technologies et l'innovation au niveau transfrontière, les pays africains pourraient bénéficier grandement des effets d'entraînement des investissements intra-africains. À cet égard, il serait possible d'envisager que la ZLECA serve de plate-forme pour promouvoir à l'échelle du continent des politiques d'investissement et une réglementation de l'investissement qui tiennent compte de cette dimension.

Les investissements intra-africains peuvent aussi améliorer l'intégration des chaînes de valeur régionales du continent en relocalisant les activités à forte intensité de main d'œuvre en Afrique, y compris dans le secteur manufacturier. La présente étude souligne combien il est important de continuer à développer les infrastructures pour éliminer les contraintes pesant sur l'offre et la demande. Ces objectifs sont compatibles et se renforcent mutuellement, car ils faciliteraient l'arrivée des investisseurs africains et leur permettraient de tirer parti de marchés de biens, de services et de facteurs plus vastes, tout en contribuant à la transformation industrielle. La poursuite de l'intégration, l'ouverture du commerce et la prévisibilité en matière de réglementation enverraient un message fort aux milieux d'affaires africains pour qu'ils investissent dans de telles activités et aient accès des marchés plus vastes, tout en soutenant la transformation industrielle de l'Afrique.

En outre, la promotion du secteur privé est également un défi majeur pour maintenir l'attractivité et la compétitivité des marchés africains, et la contribution de ce secteur à la croissance économique et à l'emploi reste un élément primordial. Le secteur financier a donc un rôle clé à jouer pour soutenir le secteur privé. Dans le même ordre d'idées, il est nécessaire de définir une stratégie sur la conception de l'architecture du secteur financier, tant au niveau des politiques qu'au niveau du cadre institutionnel, de manière à élaborer des politiques volontaristes dans le domaine financier pour tirer profit des investissements intra-africains et les stimuler.

Enfin, tout le monde s'accorde à reconnaître que les petites et moyennes entreprises sont l'un des catalyseurs de la croissance économique, de l'emploi et de la réduction de la pauvreté en Afrique. En effet, elles créent environ 80 % de l'emploi total et contribuent à plus de 50 % du PIB du continent. Elles jouent donc un rôle primordial dans la transformation économique et la croissance à long terme, et les pays africains devraient créer un environnement favorable aux entreprises pour leur développement. Dans cette optique, les mesures visant à orienter les flux d'investissement vers le développement des petites et moyennes entreprises pourraient avoir un effet positif. La ZLECA peut être un moyen d'atteindre ces objectifs, à condition que des règles communes pour les services financiers appuient activement le développement des petites et moyennes entreprises.

## Références

- Abu-Ghaida, D. et S. Klasen (2004). The costs of missing the Millennium Development Goal on gender equity, *World Development*, vol. 32, No. 7, pp. 1075-107.
- Agarwal, J.P. (1980). Determinants of Foreign Direct Investment: A Survey, *Weltwirtschaftliches Archive*, Bd. 116, H. 4, pp. 739-773.
- Agbloyor, E.K. *et al.* (2014). Private capital flows and economic growth: the role of domestic financial markets, *Journal of International Financial Markets, Institutions and Money*, vol. 30, pp. 137-152.
- Akamatsu, K. (1962). Historical pattern of economic growth in developing countries, *The Developing Economies*, vol. 1, pp. 3-25.
- Alemu, G. (2016). Financial inclusion, regulation and inclusive growth in Ethiopia. Dans *Achieving Financial Stability and Growth in Africa*, Stephany Griffith-Jones et Ricardo Gottschalk, eds. Routledge. Abingdon et New York, pp. 137-157.
- Anderson, J.E. et E. Wincoop (2003). Gravity with gravitas: a solution to the border puzzle, *American Economic Review*, vol. 93, pp. 170-192.
- Anyanwu, J.C. (2012). Why does foreign direct investment go where it goes? New evidence from African countries, *Annals of Economics and Finance*, vol. 13, No. 2, pp. 433-70.
- \_\_\_\_\_ (2016). Analysis of gender equality in youth employment in Africa, *African Development Review*, vol. 28, No. 4, pp. 397-415.
- \_\_\_\_\_ et N. D. Yaméogo (2015). Regional comparison of foreign direct investment to Africa: empirical analysis, *African Development Review*, vol. 27, pp. 345-363. doi:10.1111/1467-8268.12152.
- AsIDEu, E. (2006). Foreign direct investment in Africa: the role of natural resources, market size, government policy, institutions and political instability, *World Economy*, vol. 29, pp. 63-77.
- Balchin, N. *et al.* (2016). Developing Export-based Manufacturing in sub-Saharan Africa. Londres: ODI, SET Programme.
- Baniak, A *et al.* (2005). On the determinants of foreign direct investment in transition economies, *Problems of Economic Transition*, vol. 48, No. 2, juin 2005, pp. 6-28.
- Banque mondiale (2013). Inclusive Growth Revisited: Measurement and Determinants, Economic Premises, juillet 2013, No. 122.
- \_\_\_\_\_ (non daté), Foreign Direct Investment, net flows (BoP, current US\$). Disponible à l'adresse suivante : <https://data.worldbank.org/indicator/BX.KLT.DINV.CD.WD>, dernière consultation en date du 20 décembre 2017.
- Bartels, F. L. *et al.* (2009). Foreign Direct Investment in sub-Saharan Africa: Determinants and Location Decisions. UNIDO Research and Statistics Branch Working Paper 08/2008.



Belderbos, R. et L. Sleuwaegen (1998). Tariff jumping DFI and export substitution: Japanese electronics firms in Europe, *International Journal of Industrial Organization*, vol. 16, No. 5, pp. 601-638.

Benjamin, O.N. (2012). Foreign direct investment in sub-Saharan Africa, *African Journal of Economic and Sustainable Development*, vol. 1, No. 1, pp. 49-66.

Blonigen, B.A. et J. Piger (2014). Determinants of foreign direct investment, *Canadian Journal of Economics*, vol. 47, pp. 775-812. doi :10.1111/caje.12091.

\_\_\_\_\_ et al. (2004). Tariff-jumping FDI and domestic firms' profits, *Canadian Journal of Economics*, vol. 37, No. 3.

Bokpin, G.A. (2017). Foreign direct investment and environmental sustainability in Africa: the role of institutions and governance, *Research in International Business and Finance*, vol. 39, pp. 239-247.

Borensztein, E. et al. (1998). How does foreign direct investment affect economic growth? *Journal of International Economics*, vol. 45, pp. 115-135.

Bouras, H. et B. Raggad (2015). Foreign direct investment and exports: complementarity or substitutability an empirical investigation, *International Journal of Economics and Financial Issues*, vol. 5, No. 4, pp. 933-941.

Bourdet, Y. et H. Falck (2006). Emigrants' remittances and Dutch Disease in Cape Verde, *International Economic Journal*, vol. 20, No. 3, pp. 267-284.

Brainard S.L. (1997). An empirical assessment of the proximity concentration trade-off between multinationals sales and trade, *American Economic Review*, vol. 8, pp. 520-544.

Caves, R.E. (1996). *Multinational Enterprise and Economic Analysis*. Second edition. Cambridge, Cambridge University Press.

Cleeve, E. (2008). How effective are fiscal incentives to attract FDI to sub-Saharan Africa? *Journal of Developing Areas*, vol. 42, No. 1, pp. 135-153.

Coase, R.H. (1937). The nature of the firm: influence, dans *The Nature of the Firm: Origins, Evolution and Development*, Oliver E. Williamson and Sidney Winter, eds. New York: Oxford University Press, pp. 61-74.

Commission économique pour l'Afrique (2012). Rapport économique sur l'Afrique 2012 : Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale, Addis-Abeba.

\_\_\_\_\_ (2014). Rapport économique sur l'Afrique 2014 : Politique industrielle dynamique en Afrique : Institutions innovantes, processus efficaces et mécanismes flexibles, Addis-Abeba.

\_\_\_\_\_ (2015). Rapport économique sur l'Afrique 2015 : L'industrialisation par le commerce, Addis-Abeba.

\_\_\_\_\_ (2016). Rapport économique sur l'Afrique 2016 : Vers une industrialisation verte en Afrique, Addis-Abeba.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (2013). *Rapport sur l'investissement dans le monde Les chaînes de valeur mondiales : L'investissement et le commerce au service du développement*. New York et Genève.

\_\_\_\_\_ (2016). "Africa rising". *Capital Finance International*, 5 juillet.

\_\_\_\_\_ (2017). Rapport sur l'investissement dans le monde : L'investissement et l'économie numérique. New York et Genève.

\_\_\_\_\_ (2018). Global FDI flows slipped further in 2017, *Investment Trends Monitor*, janvier, No. 28.

\_\_\_\_\_ (non daté). Foreign direct investment database. Disponible à l'adresse suivante : [http://unctad.org/en/Pages/DIAE/FDI %20Statistics/Interactive-database.aspx](http://unctad.org/en/Pages/DIAE/FDI%20Statistics/Interactive-database.aspx). Dernière consultation en date du 20 décembre 2017.

\_\_\_\_\_ (non daté). Base de données UNCTADstat. Disponible à l'adresse suivante : <http://unctadstat.unctad.org/EN/>. Dernière consultation en date du 20 décembre 2017.

Corden, W.M. et P. Neary (1982). Booming sector and de-industrialization in a small open economy, *Economic Journal*, vol. 92, No. 368, pp. 825-848.

Dauti, B. (2008). Determinants of Foreign Direct Investment inflow in South East European Countries – Panel Estimation. Proceedings of the International Conference: Economic and Social Challenges and Problems, vol. 1, pp. 87-112.

David, K. et M. Principi (2017). Rights, governance, and foreign direct investment: an industry-level assessment, *International Review of Applied Economics*, vol. 31, No. 4, pp. 468-494.

Demirhan, E. et M. Masca (2008). Determinants of foreign direct investment flows to developing countries: a cross-sectional analysis, *Prague Economic Papers*, 4, 2008, pp. 356-369.

Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2015). Private and Blended Development Cooperation: Assessing their Effectiveness and Impact for Achieving SDGs. 2016 Development Cooperation Forum Policy Briefs, juillet, No. 7.

Dunning, J. H. (1973). The determinants of international production, *Oxford Economic Papers*, vol. 25, pp. 289-335.

\_\_\_\_\_ (1977). Trade, location of economic activity and the MNE: a search for an eclectic approach. Dans *The International Allocation of Economic Activity*, B. Ohlin and P.O. Hesselborn, eds. Londres, Macmillan, pp. 395-418.

\_\_\_\_\_ (1993). *Multinational Enterprises and the Global Economy*. Addison-Wesley.

Dupasquier, C. et P.N. Osakwe (2006). Foreign direct investment in Africa: performance, challenges, and responsibilities, *Journal of Asian Economics*, 17, pp. 241-260.

Erdogan, M. et M. Unver (2015). Determinants of foreign direct investments: dynamic panel data evidence, *International Journal of Economics and Finance*, vol. 7, No. 5, pp. 82-95.

Fedderke, J.W. et A.T. Romm (2006). Growth impact and determinants of foreign direct investment into South Africa, 1956-2003, *Economic Modelling*, vol. 23, pp. 738-760.

Fiodendji, K. (2016). Quality of institutions, natural resources and foreign direct investment (FDI) in sub-Saharan Africa: dynamic approach, *Journal of Economics and Development Studies*, vol. 4, No. 2, pp. 28-55.

Fonchamnyo, D.C. (2017). Determinants of export diversification in sub-Sahara African region: a fractionalized logit estimation model, *Journal of Economics and Finance*, vol. 41, No. 2, pp. 330-342.

Fonds africain de développement (2016). Catalysing Private Sector Investment in Low-Income Countries and Fragile Situations: Proposal for Blended Finance. Fourteenth replenishment cycle of the African Development Fund, Third Replenishment Meeting, 28 et 29 novembre 2016, Luxembourg.

Fonds monétaire international (2007). Mondialisation et inégalité. *Perspectives de l'économie mondiale*, chapitre 4. Washington, D.C.

\_\_\_\_\_ (2017). Cluster Report: Trade Integration. IMF Country Report No. 17/66.

Forte, R. (2004). The relationship between foreign direct investment and international trade substitution or complementarity? A survey, Working Papers. Investigação - Trabalhos em curso - No. 140, mars 2004.

Hailu, Z. A. (2010). Demand-side factors affecting the inflow of foreign direct investment to African countries: does capital market matter?' *International Journal of Business and Management*, vol. 5, No. 5, pp. 104-16.

Helpman, E. (1984). A simple theory of international trade with multinational corporations, *Journal of Political Economy*, vol. 92, No. 3, pp. 451-471.

\_\_\_\_\_ E. et al. (2004). Export vs. FDI with heterogeneous firms, *American Economic Review*, vol. 94, No. 1, pp. 300-316.

Hirsch, S. (1976). An international trade and investment theory of the firm, *Oxford Economic Papers*, New Series, vol. 28, No. 2.

Hufbauer, G. et J. Schott (2013). Payoff from the World Trade Agenda 2013: Report to the ICC Research Foundation. Washington D.C.: Peterson Institute for International Economics.

Hymer, S.H. (1968). The large multinational corporation. Dans *Multinational Corporations*, Casson, M., ed. Hants: Edward Elgar.

\_\_\_\_\_ (1970). The efficiency (contradictions) of multinational corporations, *American Economic Review Papers and Proceedings*, vol. 60, pp. 441-48.

\_\_\_\_\_ (1976). The international Operations of National Firms: A Study of Direct Foreign Investment. Cambridge: The Massachusetts Institute of Technology.

Ibukun, C.O. et A.G. Aremo (2017). Determinants of inclusive growth in Nigeria: an ARDL approach, *American Journal of Economics*, vol. 7, No. 3, pp. 97-109.

International Financial Corporation (2016). Blending Public and Private Finance. Note 3, avril 2016.

Jiang, Y. (2014). Spatial distribution of foreign direct investment and productivity growth in less developed regions of China, *American Journal of Industrial and Business Management*, vol. 4, No. 11, pp. 1-12.

Johanson, J. et J.E. Vahlne (1977), The internationalization process of the firm: a model of knowledge development and increasing foreign market commitments, *Journal of International Business Studies*, vol. 8, No. 1, pp. 23-32.

\_\_\_\_\_ et \_\_\_\_\_ (1990). The mechanism of internationalization, *International Marketing Review*, vol. 7, No. 4, pp. 11-24.

\_\_\_\_\_ et P.F. Wiersma (1975). The internationalisation of the firm: four Swedish cases, *Journal of Management Studies*, vol. 12, pp. 305-322.

John, E. I. (2016). Effect of foreign direct investment on economic growth in Nigeria, *European Business and Management*, vol. 2, No. 2, pp. 40-46.

Kaplinsky, R. et M. Morris (2009). The Asian drivers and SSA: is there a future for export-oriented African industrialization?' *World Economy*, vol. 32, pp. 1638-1655.

Karakaplan, U.M. *et al.* (2005). Aid and Foreign Direct Investment: International Evidence. Bilkent University Discussion Paper No. 05-05.

Karingi, S. et S. Mevel (2012). Deepening Regional Integration in Africa: A Computable General Equilibrium Assessment of the Establishment of a Continental Free Trade Area followed by a Continental Customs Union. Paper presented at the fifteenth GTAP Conference, Genève.

Kinda, T. (2010). Investment climate and FDI in developing countries: firm-level evidence, *World Development*, vol. 38, No. 4, pp. 498-13.

Kindelberger, C.P. (1969). *American Business Abroad: Six Lectures on Direct Investment*. New Haven: Yale University Press.

Kojima, K. (1973). A macroeconomic approach to foreign direct investment, *Hitotsubashi Journal of Economics*, vol. 14, pp. 1-21.

\_\_\_\_\_ (1975). International trade and foreign investment: substitutes or complements, *Hitotsubashi Journal of Economics*, vol. 16, pp. 1-12.

\_\_\_\_\_ (1985), Japanese and American direct investment in Asia: A comparative analysis, *Hitotsubashi Journal of Economics*, vol. 26, pp. 1-35.

Kosteletou, L. et P. Liargovas (2000). Foreign direct investment and real exchange rate interlinkages, *Open Economies Review*, vol. 11, No. 2, pp. 135-148.

Krüger, R. et I. Strauss (2015). Africa rising out of itself: the growth of intra-African FDI, *Columbia FDI Perspectives*, vol. 139, No. 19, janvier.

Kucera, D. et M. Principi (2016). Rights, governance, and foreign direct investment: an industry-level assessment, *International Review of ApplIDE Economics*. pp. 1-27. DOI 10.1080/02692171.2016.1263606.

Kudaisi, B.V. (2014). An empirical determination of foreign direct investment in West Africa countries: a panel analysis, *International Journal of Development and Economic Sustainability*, vol. 2, No. 2, pp. 19-36.

Lall, P. *et al.* (2003). Determinants of U.S. direct foreign investment in the Caribbean, *ApplIDE Economics*, vol. 35, No. 13, pp. 1485-1496.

Linder, S.B. (1961). *An Essay on Trade and Transformation*. New York: John Wiley.

Liu, H.Y. *et al.* (2017). The determinants of Chinese outward FDI in countries along the “One Belt One Road”, *Emerging Markets Finance and Trade*, vol. 53, No. 6, pp. 1374-1387.

Ma Y. *et al.* (2000). A macroeconomic model of direct investment in foreign affiliates of Japanese firms’, *Japan and the World Economy*, vol. 12, pp. 953-973.

Markowitz, H.M. (1959). *Portfolio Selection: Efficient Diversification of Investments*, Wiley: Yale University Press.

Markusen, J.R. et K.E. Maskus (2002). ‘Discriminating among alternative theories of the multinational Enterprise, *Review of International Economics*, vol. 10, No. 4, pp. 695-707.

Marshall, M.G. et K. Jaggers (2010). *Polity IV Project: Political Regime Characteristics and Transitions, 1800-2009*, Center for Systemic Peace. George Mason University.

Mateev, M. (2009). Determinants of foreign direct investment in Central and Southeastern Europe: new empirical tests, *Oxford Journal*, vol. 8, No. 1, pp. 133-149.

Mathews, J.A. (2002). *Dragon Multinational: Towards a New Model of Global Growth*. New York: Oxford University Press.

\_\_\_\_\_ (2006a). Dragon multinationals: new players in 21st century globalization, *Asia Pacific Journal of Management*, vol. 23, pp. 5-27.

\_\_\_\_\_ (2006b), Response to Dunning and Narula, *Asia Pacific Journal of Management*, vol. 23, pp. 153-155.

\_\_\_\_\_ (2017), Dragon multinationals powered by linkage, leverage and learning: a review and development, *Asia Pacific Journal of Management*, vol. 34, pp. 769-775.

McHenry, M.P. *et al.* (2017). Making extractive industries-led growth inclusive: an introduction, *Extractive Industries and Society*, vol. 4, No. 2, pp. 235-239.

Mevel, S. *et al.* (2016). Optimal regional trade integration scheme in North Africa: towards a pro-industrialization policy, *Journal of Economic Integration*, vol. 31, No. 3, septembre.

Mijiyawa, A.G. (2015). What drives foreign direct investment in Africa? an empirical investigation with panel data, *African Development Review*, vol. 27, No. 4, pp. 392-402.

Mohamed, S.E. et M.G. Sidiropoulos (2010). Another look at the determinants of foreign direct investment in MENA countries: An empirical investigation, *Journal of Economic Development*, vol. 35, No. 2, pp. 75-96.

Morisset, J. (2000). Foreign direct investment in Africa: policies also matter. Policy Research, Working Paper No. 2481. Banque mondiale, Washington D.C.

Mupimpila, C. et F.N. Okurut (2012). Determinants of foreign direct investment in the Southern African Development Community (SADC), *Botswana Journal of Economics*, vol. 9, No. 13, pp. 57-72.

Nagano, M. (2013). Similarities and differences among cross-border M&A and greenfield FDI determinants: evidence from Asia and Oceania. *Emerging Markets Review*, vol. 16, pp. 100-118.

Naude, W.A. et W.F. Krugell (2007). Investigating geography and institutions as determinants of foreign direct investment in Africa using panel data, *ApplIDE Economics*, vol. 39, pp. 1223-33.

Onyeiwu, S. et H. Shrestha (2005). Determinants of foreign direct investment in Africa, *Journal of Developing Societies*, vol. 20, Nos. 1-2, pp. 89-106.

Organisation de coopération et de développement économiques (2008). Quatrième édition de la définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux. Disponible à l'adresse suivante : [www.oecd.org/daf/inv/investmentstatisticsandanalysis/40193734.pdf](http://www.oecd.org/daf/inv/investmentstatisticsandanalysis/40193734.pdf).

\_\_\_\_\_ (2013). Implications of Global Value Chains for Trade, Investment, Development and Jobs. Rapport établi en vue du Sommet des dirigeants du G20, Saint-Pétersbourg (Fédération de Russie), septembre 2013.

\_\_\_\_\_, Organisation mondiale du commerce et Groupe de la Banque mondiale (2014). Global Value Chains: Challenges, Opportunities and Implications for Policy. Rapport établi en vue de la réunion des ministres du commerce du G20, Sydney, (Australie), 19 juillet 2014.

Organisation mondiale du commerce (2015). *Rapport sur le commerce mondiale 2015 : Accélérer le commerce : Avantages et défis de la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges*, Genève.

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (2009). Foreign Direct Investment in sub-Saharan Africa: Determinants and Location Decisions.

Oxfam (2017). Private-Finance Blending for Development. Oxfam Briefing Paper, février 2017. Páez, L. (2011). *Liberalizing Financial Services and Foreign Direct Investment: Developing a Framework for Commercial Banking FDI*. Palgrave Macmillan.

Pantelidis, P. et E. Nikopoulos (2008). FDI attractiveness in Greece, international advances, *Economic Research*, vol. 14, pp. 90-100.

Posner, M.V. (1961). International trade and technical change, *Oxford Economic Papers*, vol. 13, pp. 11-37.

Quazi, R.M. (2007). Investment climate and foreign direct investment: a study of selected countries in Latin America, *Global Journal of Business Research*, vol. 1, No. 2, pp. 1-13.

Rock, M.T. (2007). Corruption and democracy, Working Paper No. 55, pp. 1-18, ST/ESA/2007/DWP/55. Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales.

Sánchez-Martín, M.E. *et al.* (2014). Do changes in the rules of the game affect FDI flows in Latin America? A look at the macroeconomic, institutional and regional integration determinants of FDI, *European Journal of Political Economy*, vol. 34, pp. 279-299.

Schneider, F. et B. Frey (1985). Economic and political determinants of foreign direct investment, *World Development*, vol. 13, pp. 161-175.

Seguino, S. (2000). Gender inequality and economic growth: a cross-country analysis, *World Development*, vol. 28. No. 7, pp. 1211-30.

Sekkat, K. et M.-A. Veganzones-Varoudakis (2007). Openness, investment climate, and FDI in developing countries, *Review of Development Economics*, vol. 11, No. 4, pp. 607-620.

Smith, S. (1997). Restrictive Policy Toward Multinationals: Argentina and Korea. Case Studies in Economic Development, 2<sup>nd</sup> Edition, pp. 178-189.

South Africa Foundation (2004). South Africa's Business Presence in Africa: The Organization was Rebranded Business Leadership South Africa. Décembre 2005, Johannesburg, Occasional Paper 3.

Stojčić, N. et E. Orlić. (2016). Foreign direct investment and structural transformation of exports, EKON. MISAO I PRAKSA DBK. GOD XXV, BR. 2, pp. 355-378.

Takii, S. (2005). Productivity spillovers and characteristics of foreign multinational plants in Indonesian manufacturing 1990–1995, *Journal of Development Economics*, vol. 75, pp. 521-542.

Tapsoba, R. (2012). Does Inflation Targeting Matter for Attracting Foreign Direct Investment into Developing Countries? Disponible à l'adresse : [www.cerdi.org/uploads/ed/2012/2012.03.pdf](http://www.cerdi.org/uploads/ed/2012/2012.03.pdf), site consulté le 12 juin 2013.

Tavares-Lehmann, A.T. *et al.* (2016). Rethinking Investment Incentives: Trends and Policy Options. Columbia University Press.

Taveira, E. (1984). Foreign Direct Investment in Portugal: The Present Structure, Determinants and Future Evolution after the Accession to the EEC. Thèse de doctorat.

Tomi, S. et G.D. Diderot (2015). Foreign Direct Investment, Economic Growth and Structural Transformation: The Case of West African Economies and Monetary Union Countries. MPRA Paper No. 62230.

Union africaine (2013). Rapport de la réunion des hauts fonctionnaires chargés du commerce, huitième session ordinaire de la Conférence des ministres du commerce, Addis-Abeba. 21-25 octobre 2013, Union africaine (AU/TD/DF/RPT/REV/FINAL).

\_\_\_\_\_ (2016). Rapport de la deuxième réunion des ministres du commerce de l'Union africaine, Addis-Abeba. 29 et 30 novembre 2016 (AU/TI/MIN/2/REPORT/FINAL, sect. D, para. V).

\_\_\_\_\_ (2017). Rapport de la réunion des ministres. Comité technique spécialisé sur les finances, les affaires monétaires, la planification économique et l'intégration de l'Union africaine, Eco/STC/MAEPI/MIN/Rpt, Addis-Abeba, 26 et 27 octobre 2017.

Vernon, R. (1961). International investment and international trade in the product cycle, *Quarterly Journal of Economics*, vol. 80, No. 2.

\_\_\_\_\_ (1974). The location of economic activity. Dans *Economic Analysis and the Multinational Enterprise*, J. Dunning, ed. Allen et Unwin, Londres.

\_\_\_\_\_ (1979). The product cycle hypothesis in a new international environment, *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, vol. 41, pp. 255-267.

Villaverde, J. et A. Maza (2015). The determinants of inward foreign direct investment: evidence from the European regions, *International Business Review*, vol. 24, pp. 209-223.

Williamson, O.E. (1975). *Markets and Hierarchies: Analysis and Antitrust Implications*. New York: Free Press.

Woo, J. (2009). Productivity growth and technological diffusion through foreign direct investment, *Economic Inquiry*, vol. 47, No. 2, pp. 226-248.

Yasin, M. (2005). Official development assistance and foreign direct investment flows to sub-Saharan Africa, *African Development Review*, vol. 17, No. 1, pp. 23-40.

Zekarias, S.M. (2016). The impact of foreign direct investment on economic growth in Eastern Africa: evidence from panel data analysis, *ApplIDE Economics and Finance*, vol. 3, No. 1, pp. 145-160.



## Annexe

Tableau

**Statistiques descriptives des principales variables de régression pour l'Afrique et par région, 2002-2014**

	<i>Afrique</i>			<i>Afrique de l'Est</i>			<i>Afrique du Nord</i>			<i>Afrique australe</i>			<i>Afrique de l'Ouest</i>		
Variables	Obs	Mean	ST Dev	Obs	Mean	ST Dev	Obs	Mean	ST Dev	Obs	Mean	ST Dev	Obs	Mean	ST Dev
IDE/PIB	213	10.75	14.68	60	10.7	7.18	52	0.63	0.86	65	19.6	21.19	33	9.94	10.21
Taille du marché				91	0.03	0.03							52	0.04	0.07
Ouverture du commerce	253	20.19	10.84				52	18.9	12.08	57	21	8.94			
APD/PIB										70	51.9	49.13			
Nombre d'abonnés à la téléphonie mobile pour 100 personnes	286	41.37	36.09							78	41.7	36.31			
Consommation d'électricité par habitant	286	1E-04	1E-04				52	0	8E-05				52	0	8E-05
Inflation							52	5.73	5.73						
Droits de douane moyens prélevés sur les importations	286	14.53	2.62	91	7.21	1.79	52	6.15	0.89				52	6.89	1.06
Polity	273	3.13	4.67	91	2.05	3.79									
Formation de capital fixe brut (en pourcentage du PIB)	252	22.03	10.52												

Croissance du PIB				91	6.02	3.79				58	48.1	26.19			
Enseignement secondaire	218	50.5	25.74	73	31.2	11.5	52	77.7	14.66				34	54.8	22.95
Parité entre garçons et filles dans l'enseignement secondaire	188	1.67	3.08	73	0.84	0.12				45	4.14	5.65	32	0.91	0.32
Importations de produits manufacturés (en pourcentage des importations de marchandises)	254	62.33	10.44	76	65.2	6.44	52	64.3	9.68						
Produits manufacturés, valeur ajoutée (en pourcentage du PIB)				74	8.13	3.53									
Produits industriels, valeur ajoutée (en pourcentage du PIB)				83	7.8	5.84				78	5.41	5.76	49	3.32	6.09
Part de l'emploi dans l'industrie (en pourcentage du PIB)	81	20.27	10.02				35	24.4	5.04						
Indice de performance logistique	260	2.39	0.43				52	2.6	0.39	78	2.32	0.22			

Source : Calculs de l'auteur.

Note : Obs est le nombre d'observations ; Mean, la valeur moyenne ; et Dev, l'écart type.